

CHRISTMAS • EDITION • OWNI

\$
FREE
\$

WIKILEAKS

The Truth



PDF EDITION

Pulp
OWNI
Digest



2010 WikiLeaks

Après avoir méticuleusement œuvré dans l'arrière-cour de l'administration américaine (en dévoilant la bavure d'un hélicoptère Apache de l'armée en Irak, puis en publiant des milliers de documents relatifs aux conflits afghan et irakien), WikiLeaks a définitivement enfoncé la porte de la sphère publique à la fin du mois de novembre. En s'associant au *Guardian*, au *New York Times*, au *Spiegel*, au *Monde* et à *El Pais* pour publier les mémos diplomatiques les plus significatifs du Département d'Etat, l'organisation de Julian Assange a réussi son triple pari : capter l'attention des médias, qui ont enfin réussi à prononcer le nom de WikiLeaks et guettent désormais le moindre rebondissement ; celle de la foule, qui distingue désormais les détails du paysage ; celle de la classe politique enfin, qui découvre la portée politique d'Internet tout en cherchant un moyen de brider ce pouvoir de nuisance qui fait peur aux États.

Beaucoup de choses ont été écrites sur WikiLeaks, par cercles concentriques : il y a eu le traitement des révélations contenues dans les documents, puis les commentaires sur le processus de publication, auxquels sont venus se greffer les commentaires de commentaires, dans une vertigineuse mise en abîme. Sans prétendre à l'exhaustivité, nous avons parcouru nos archives et compilé les meilleurs articles sur WikiLeaks publiés sur OWNI les six derniers mois. Bonne lecture.

WARLOGS, LA NOUVELLE GUERRE DE L'INFORMATION

PAR DAVDUF
LE 17 JUILLET 2010

Ce qui s'est joué dimanche soir, avec la divulgation de plus de 90.000 documents classés « secrets » sur la guerre en Afghanistan, c'est probablement une révolution en marche. Celle de la mort lente, inexorable, d'une certaine vision du métier. La fin annoncée du journalisme fermé, jaloux de ses sources, pris entre l'étau de la course à l'info, du buzz-minute, et des deux feuillets-pépère. Et la confirmation d'une nouvelle ère : l'Internet en média majeur.

Avec les [warlogs](#), la guerre de l'info a — enfin — pris une nouvelle tournure. Le métier redevient passionnant. Même si l'issue, comme dans toute guerre, est foutrement incertaine. Ces warlogs sont ni plus ni moins un acte fondateur comme, en son temps, l'embuscade tendue par le Drudge Report. Avec une nuance, de taille : entre une connerie de cigare présidentiel et une saleté de guerre, il y a un monde. Ce monde, c'est quinze ans d'informations sur Internet, et c'est cette histoire de warlogs, proprement sidérante.

Récapitulons.

Une nouvelle forme d'informateurs

A la base, l'organisation [Wikileaks](#). Une drôle d'entité. A la fois la source, le relais et le co-diffuseur d'informations sensibles. Jusqu'ici, Wikileaks s'était fait connaître en publiant des révélations refusées parfois par des titres, disons, institutionnels. Dans le cas des Warlogs, c'est l'inverse : Wikileaks est le fournisseur. La logique est inversée, le journalisme bientôt bouleversé.

Dans les troupes de Wikileaks, on retrouve un personnage charismatique, comme il se doit, l'australien Julian Assange, son porte-parole ; sorte de leurre *people* malgré lui, tête d'ange et calme fou, qui permet à toute une équipe de travailler dans le secret et l'anonymat. Une équipe composée, entre autres, de journalistes. Assange lui-même, et ça compte, si l'on veut observer les bouleversements de la corporation, vient « *du journalisme papier* », comme il l'a rappelé hier lors de sa conférence de presse. La relation à cette nouvelle forme d'informateurs, la génération wiki, venue de l'open source et revenue (probablement) du reste, risque bien de modifier certaines méthodes de travail pour tous ceux dont informer est le métier.



Victoire du « slow journalism »

Un des faits d'armes de cette bataille de l'info, c'est évidemment l'embargo imposé à trois des plus prestigieux titres de la presse mondiale. En effet, le New York Times, le Guardian et le Spiegel ont accepté — chose inédite — de travailler ensemble et en silence ; et d'attendre le 25 juillet pour faire feu, au moment même où Wikileaks émettait en ligne ses documents. Le Guardian a ce mot, étonnant, dans le monde ultra-compétitif dans lequel la presse se débat : les journaux en question et Wikileaks ont scellé une « *joint venture* ». La masse d'informations à traiter impliquait une telle solidarité.

Jusqu'ici, cette solidarité se voyait parfois sur le terrain, entre deux reporters copains ; ou entre télévisions (pour des raisons techniques : satellites, lumières, batteries, K7) ; mais jamais à ce niveau, et jamais sur cette durée, jusqu'à dimanche.

Plus notable encore, cette alliance est aussi la marque du *slow journalism*, le journalisme lent, calqué sur le mouvement *slow food*, celui qui prend son temps, qui recoupe, qui évalue, pèse, doute, soupèse, et re-doute. Il faut des nerfs, ne pas craindre les fuites aux fuites, les tirs amis de la concurrence. Sur ce coup, le New York Times, le Guardian et le Spiegel ont été magistraux.



Dès la publication des warlogs, les deux premiers s'expliquaient d'ailleurs. Ils faisaient du méta journalisme, comme c'est devenu désormais l'usage, depuis l'irruption du Net comme aide logistique à la critique des médias. C'est ainsi qu'un rédacteur en chef du NY Times nous apprend que son journal « [a passé près d'un mois à fouiller les données à la recherche d'informations et de tendances, les vérifiant et les recoupant avec d'autres sources.](#) » Il ajoute que « *Wikileaks n'a pas révélé la manière dont il a obtenu les fichiers, pas plus qu'il n'a été impliqué dans le travail journalistique des entreprises de presse* ». Au détour de ce *making of* salutaire, on apprend aussi que chacun a pris ses responsabilités : la Maison Blanche, mise au parfum par le New York Times, qui légitimement lui demandait sa version des faits, a exhorté WikiLeaks à ne pas rendre publics des documents qui auraient pu nuire à la sécurité des troupes présentes sur place. Ce qui a été fait. On notera au passage le *fair-play* du bureau ovale (qui ne pouvait, de toutes façons, que constater les dégâts) : pas de pré-fuites, pas de diversion ante-publication, comme c'est bien souvent le cas en France.

Pour être complet, le *slow journalism* existait avant le *slow journalism*. Le New Yorker en est l'illustration parfaite, voir [le portrait fleuve](#) de Julian Assange publié en juin.

Lignes de front et Grande Chasse A La Donnée Brute

Depuis dimanche, deux écoles s'affrontent. Comme de juste, en pareil cas. Ceux qui s'interrogent sur la source, ses méthodes, sa « [stratégie bien rôdée](#) », ses relations, son « [opacité](#) », comme pour mieux la dévaluer si besoin était. Et ceux qui embrayent, et répercutent l'information, de plus ou moins bonne grâce.

Mais avec les warlogs, un fait nouveau apparaît aux yeux du grand

public. Ce fait, c'est le data-journalism. « *J'admets, [dit ainsi Roy Greenslade](#), de la City University de Londres, que j'ai longtemps défendu l'idée que les sources sont l'âme du journalisme. Mais j'ai rejoint le point de vue selon lequel les données sont plus précieuses [...] Wikileaks, tant d'un point de vue éthique que pratique, est le produit du nouveau paysage médiatique qui permet une plus grande transparence et une responsabilité accrue comparée au passé.* »

En rendant publiques les données, l'équipe de Wikileaks permet en effet à tout un chacun de s'en saisir. Dans le monde entier, des gens, des blogs, des journaux, ont commencé à scruter, à s'intéresser aux fiches, à les recouper. C'est la nouvelle école. D'autres, dans un même élan contributif, se sont mis à plusieurs pour retranscrire sur un [Google Doc](#) la conférence de presse londonienne de Julian Assange (lundi après midi).

La Vieille presse AVEC Internet (ou la consécration du fanzinat)

L'affaire des warlogs n'aurait, évidemment, pas eu le même retentissement sans l'alliance presse écrite/internet. Selon [Libération](#),

cette stratégie permet à Wikileaks de jouer sur deux tableaux : elle donne d'abord un retentissement bien plus important à son travail, mais lui permet également de se « protéger » des remontrances de l'administration américaine.

Pour d'autres, l'accord Wikileaks et NY Times/Guardian/Spiegel signe que l'information sur Internet a encore besoin de béquilles — et tous les pure-players vous le diront : sans ce qu'on appelle des « reprises » de leurs informations (par l'AFP, sur les matinales radiophoniques, par des télés ou des journaux), les pure players ont encore du mal à se faire entendre, du moins de ce côté-ci de

l'Atlantique.

L'ampleur des warlogs balaye ces deux réserves. C'est en effet bien plus que la recherche d'un adoubement, et bien moins qu'un signe d'impuissance, que révèle cette alliance. C'est tout simplement l'avenir de l'information qui se joue en direct. D'un côté, l'avènement du Net ; de l'autre l'intelligence de quelques rédactions qui saisissent que la donne a changé.

Hier, lors de sa [conférence de presse londonienne](#), Julian Assange a précisé les dessous de l'opération. Un, il n'y a eu aucun accord commercial entre les parties. Deux : « *nous ne pouvions évidemment pas avoir une coalition journalistique trop importante... Alors, nous nous sommes focalisés sur trois ou quatre médias. Nous pouvons réellement nous réunir dans une même pièce et nous mettre d'accord sur toutes les conditions [de publication]. Et pour faire simple, à l'exception de certaines publications en français, les trois meilleurs journaux d'investigation papiers sont The New York Times, Der Spiegel, et The Guardian.* »



D'une certaine façon, la victoire du Wiki est une nouvelle étape dans ce que j'appelle l'avènement du fanzinat — et, à mes yeux, rien n'est plus beau que ces publications passionnées venues du rock et du polar dans les années 70. Avènement du fanzinat ? Absolument. Il suffit de voir les tailles des rédactions et les chiffres de ventes, se réduire sans cesse, dans le monde entier. Il suffit de lire les interviews de Julian Assange, animé par cet esprit *indie rock*. Il suffit de constater comment, aujourd'hui, l'information circule ; comme avant le Rock se propageait : *do it yourself* et compagnie ; un *garage band* peut devenir Nirvana. Ou plus exactement : l'un et l'autre, c'est la même chose. On passe de l'un à l'autre, sans se soucier des chiffres d'affaire. Seule compte l'info, comme avant le son. Fanzinat, aussi, que ces coûts réduits de publication qu'offre Internet, et l'imagination au pouvoir portée par certains (pas assez, hélas).

Une carte de l'information redessinée

C'est haut la main le Guardian qui a poussé le plus loin l'intégration du Net dans son travail (profondeur et stockage des données ; orchestration visuelle ; interactivité, etc). Sa carte des warlogs est un modèle du genre, un char d'assaut interactif, probablement l'arme de données massives la plus efficace jamais mise en ligne. Pour les tenants du data-journalism, c'est beau comme l'invention de la poudre à canon. Au téléphone, un ami me disait hier soir : « cette carte, c'est la mort de la presse papier, et c'est plus efficace que la télé ». Ce qu'il y a de bien dans les amis, c'est quand ils pensent plus loin que vous.

Avec sa [Googlemap](#), ses points colorés (tirs amis, tirs afghans, victimes civiles, etc), qui renvoient à des dates et ces dates à des fiches (les fameux logs, ici 300 géolocalisés), le Guardian fusionne ce qu'il est — le rigueur même — avec l'inventivité de l'outil et de l'époque.

Chapeau et casque bas.

[Article initialement publié sur Davdud.net](#)

—

Illustration CC Flickr [Andy McGee](#), [raketentim](#), [alexcovic](#)

LES DIX THESESES DE WIKILEAKS

PAR GEERT LOVINK & PATRICE RIEMENS (TRADUCTION OLIVIER TESQUET)
LE 13 SEPTEMBRE 2010



Thèse 0

“Ce que je pense de WikiLeaks? Je pense que ce serait une bonne idée!” (d’après le [fameux mot du Mahatma Gandhi](#) sur la “civilisation occidentale”)

Thèse 1: WikiLeaks est un ballon-sonde

Il y a toujours eu des fuites et des révélations, mais jamais un groupe n’étant affilié à aucun État ni à aucune entreprise n’avait fait ça à l’échelle des [“Warlogs d’Afghanistan”](#). Pourtant, nous pensons qu’il s’agit là d’un saut plus quantitatif que qualitatif. Dans une certaine

mesure, le côté “colossal” de cette fuite s’explique par la montée en puissance des technologies de l’information associée à une diminution des coûts, y compris ceux nécessaires pour stocker cette quantité de documents. Un autre facteur tient à la difficulté qu’on désormais les corporations et les États à garder leurs secrets à l’âge de la reproduction et de la dissémination instantanées. WikiLeaks devient ici un symbole de notre transformation en une “société de l’information” au sens large et annonce les choses à venir.

Si l’on peut regarder WikiLeaks comme un projet (politique) et critiquer son modus operandi, on peut aussi le voir comme un “ballon sonde” dans l’évolution générale vers une culture de l’exhibition anarchique, au delà des politiques traditionnelles de transparence et d’ouverture.

Thèse 2: WikiLeaks transcende les échelles

Pour le meilleur ou pour le pire, WikiLeaks s’est propulsé dans le monde de la politique internationale de haut niveau. Sorti de nulle part, WikiLeaks est rapidement devenu un acteur à part entière sur la scène mondiale, ainsi que, dans certains pays, sur la scène nationale. Par la force de ses révélations, WikiLeaks, aussi petit qu’il puisse être, semble peser le même poids que des gouvernements ou de grandes entreprises – au moins dans le domaine de la gestion et de la publication de l’information. En même temps, il est difficile de savoir s’il s’agit d’une tendance à long terme ou d’un épiphénomène. WikiLeaks semble pencher pour la première solution, mais seul le temps le dira.

Néanmoins, WikiLeaks, par l’intermédiaire de son représentant le plus connu, Julian Assange, pense qu’il peut boxer dans la même catégorie que le Pentagone en tant qu’acteur non-étatique et non-commercial – et se comporte en conséquence. On pourrait appeler ça la première étape de la “talibanisation” de la théorie post moderne où les échelles, le temps et les lieux ont été déclarés comme hors de

propos. Ce qui compte, c'est la célébrité sur le moment et la quantité de couverture médiatique. WikiLeaks s'arrange pour attirer les l'attention avec des coups spectaculaires alors que d'autres, notamment du côté de la société civile et des organisations de défense des droits de l'homme, se battent désespérément pour faire passer leurs messages. WikiLeaks a parfaitement compris comment utiliser la [vitesse de libération](#) de l'informatique – utiliser l'informatique pour mieux s'en débarrasser et faire irruption sur la scène de la politique “réelle”.

Thèse 3: WikiLeaks est un produit occidental

Dans la saga “Le déclin de l'empire américain”, WikiLeaks entre en scène comme le meurtrier d'une cible facile. Il serait difficile d'imaginer que le site s'en prenne de la même manière aux gouvernements russe ou chinois, ou même à celui de Singapour – sans parler de leurs... hum... “affiliés” commerciaux. Ici, les barrières culturelles et linguistiques sont distinctes et conséquentes, sans parler de celles qui sont purement liées au pouvoir, et qui devraient être surmontées. En ce sens, WikiLeaks tel qu'il existe aujourd'hui reste un produit typiquement “occidental” et ne peut prétendre à un statut universel ou mondial.

Thèse 4: WikiLeaks, éditeur ou véhicule?

Une des plus grandes difficultés lorsqu'il s'agit d'expliquer WikiLeaks naît du fait qu'il est difficile de déterminer – et les gens de WikiLeaks ne le savent pas eux-mêmes – si le site se considère et agit comme un fournisseur de contenus ou comme un simple véhicule de données fuitées (en l'espèce, c'est l'impression donnée par le contexte et les circonstances). Ceci, d'ailleurs, est un problème récurrent depuis que les médias ont massivement migré en ligne, et que la publication ou

les communications sont devenues un service plus qu'un produit.

Julian Assange se crispe dès qu'on parle de lui comme le rédacteur en chef de WikiLeaks, mais dans le même temps, le site précise qu'il édite le matériau avant publication et prétend vérifier l'authenticité de ses informations avec l'aide de centaines d'analystes bénévoles. Ce débat "éditeur vs. véhicule" dure depuis des décennies parmi les activistes des médias, sans qu'un consensus clair émerge sur la question. Par conséquent, au lieu d'essayer de résoudre cette inconsistance, il serait peut-être plus judicieux d'essayer de trouver des approches innovantes, et de développer de nouveaux concepts, critiques, pour ce qui est devenu une pratique de publication hybride engageant la responsabilité d'acteurs qui dépassent très largement le strict cadre des professionnels des médias.



Thèse 5: WikiLeaks doit réinventer l'investigation

Le déclin constant d'un journalisme d'investigation sans moyens est un fait indéniable. L'accélération perpétuelle et la surpopulation dans

la soi-disant économie de l'attention est telle qu'il n'y a plus assez de place pour les histoires compliquées. Les propriétaires des grands médias de masse sont de moins en moins enclins à voir le fonctionnement de l'économie néo-libérale et sa politique discutés sur la longueur. Le virage de l'information vers l'"[infotainment](#)", réclamée par le public et les décideurs, a malheureusement été embrassé par les journalistes eux-mêmes, rendant difficile la publication d'histoires complexes. WikiLeaks s'impose ainsi comme un outsider dans cette ambiance embuée de "journalisme citoyen" et d'informations artisanales sur la blogosphère. Ce que WikiLeaks anticipe, sans avoir réussi à l'organiser pour le moment, c'est le crowdsourcing sur l'interprétation concrète de ses documents.

Le journalisme d'investigation traditionnel consistait en trois phases: trouver des faits, les vérifier et les contextualiser dans un discours compréhensible. WikiLeaks fait la première, prétend faire la deuxième, mais laisse la question de la troisième en suspens. Ceci est symptomatique d'une obédience open source, dans laquelle l'économie de la production de contenu est externalisée, auprès d'entités non identifiées. La crise du journalisme d'investigation n'est ni comprise, ni reconnue. La question de la viabilité des entités de production est laissée de côté. On présume que les médias traditionnels vont s'emparer de l'analyse et de l'interprétation, mais ce n'est pas automatique. La saga des "warlogs" afghans montre que WikiLeaks doit se rapprocher d'entreprises de presse reconnues et de négocier avec elles pour s'assurer une crédibilité suffisante. Mais dans le même temps, elle prouve que le site est incapable d'effectuer tout le processus éditorial seul.

Thèse 6: WikiLeaks est trop dépendant de Julian Assange

WikiLeaks est typique d'une organisation individuelle. Cela signifie

que la prise d'initiative, de décision, et le processus d'exécution est centralisé dans les mains d'une seule et même personne. Comme dans une PME, le fondateur ne peut pas être poussé vers la sortie, et à l'inverse de nombreux collectifs, la présidence n'est pas tournante. Ce n'est pas une anomalie parmi les organisations, quel que soit le champ dans lequel elles opèrent, la politique, la culture ou la société civile.

Les entreprises individuelles sont reconnaissables, excitantes, inspirantes, et faciles à intégrer dans les médias. Leur survie est néanmoins largement dépendante des actions de leur leader charismatique, tandis que leur fonctionnement s'accorde peu avec les valeurs démocratiques. C'est aussi pour cette raison qu'elles sont difficiles à reproduire et peinent à grandir. Le hacker souverain Julian Assange est la figure identifiable de WikiLeaks, dont la notoriété et la réputation fusionnent avec sa personne, effaçant la frontière entre le site, ce qu'il fait et représente, et la vie privée ([plutôt agitée](#)) ou les opinions politiques (impolies) d'Assange.

Thèse 7: WikiLeaks est trop rigide

WikiLeaks est également une organisation profondément ancrée dans la culture hacker des années 80, combinée aux valeurs politiques du libertarisme technologique qui a émergé dans la décennie suivante. Le fait que WikiLeaks ait été fondé – et soit dirigé – par des geeks hardcore forme un cadre de référence essentiel pour comprendre ses valeurs et ses initiatives. Malheureusement, cet aspect va de pair avec certains aspects moins savoureux de la culture du hacking.

Pas qu'on puisse reprocher à WikiLeaks son idéalisme, son désir de faire du monde un endroit meilleur, mais plutôt le contraire. Cet idéalisme est couplé avec un appétit pour les conspirations, une attitude élitiste et un culte du secret (sans parler de mœurs condescendantes) qui sied peu à la collaboration avec des personnes

possédant la même sensibilité – ainsi réduits à l'état de simples consommateurs du produit final de WikiLeaks.

Thèse 8: WikiLeaks prend trop de risques

L'absence de dénominateur commun avec les sympathiques mouvements prônant la "possibilité d'un autre monde" force WikiLeaks à chercher l'attention du public à l'aide de publications spectaculaires, risquées, tout en rassemblant des groupes de fans enthousiastes, mais totalement passifs. En regardant de plus près la nature et la quantité des documents exposés par WikiLeaks depuis ses débuts, on croirait regarder un feu d'artifice, dont le grand final réside dans une machine apocalyptique, attendant d'être lâchée à la face du monde, un document baptisé "Insurance".

Il soulève de sérieux doutes sur la viabilité de WikiLeaks à long terme, et peut-être aussi sur leur modèle. WikiLeaks fonctionne autour d'un noyau ridiculement petit (il y a probablement moins d'une douzaine de personnes au coeur des opérations). Tandis que l'ampleur et la compétence du support technique de WikiLeaks est prouvé par sa propre existence, leurs allégations sur les centaines d'experts et analystes volontaires qui oeuvrent dans l'ombre sont au mieux invérifiables, au pire peu crédibles. C'est clairement le talon d'Achille de WikiLeaks, pas seulement en matière de risque, mais aussi d'un point de vue politique – ce qui nous importe ici.

Thèse 9: WikiLeaks peut-il se perdre?

WikiLeaks fait montre d'un cruel manque de transparence dans son organisation interne. L'excuse invoquée, "WikiLeaks doit être totalement opaque pour forcer les autres à être totalement transparents", est à ranger du côté des célèbres cartoons "[Spy vs. Spy](#)" dans Mad (un célèbre magazine satirique américain, ndlr). Dans ce schéma, vous sortez vainqueur de l'opposition, mais vous devenez

presque indissociable de votre cible. Et revendiquer la supériorité morale n'est pas vraiment utile – Tony Blair excellait dans cet exercice.

Comme WikiLeaks n'est ni un collectif politique, ni une ONG au sens légal, ni une compagnie, ni la part d'un mouvement social, il faut d'abord déterminer à quel type d'organisation nous avons à faire. Est-ce un projet virtuel? Après tout, il existe en tant que site hébergé, avec un nom de domaine. Mais a-t-il un but au-delà des ambitions personnelles de son (ses) fondateur(s)? WikiLeaks est-il duplicable et allons-nous voir émerger des sections locales ou nationales qui garderont le nom WikiLeaks? Selon quelles règles joueront-ils? Ou alors devons nous voir le site comme un concept qui évolue avec le contexte et qui, comme un mème, se transforme dans l'espace et le temps? Peut-être WikiLeaks s'organisera-t-il autour de sa propre déclinaison du slogan de l'[Internet Engineering Task Force](#) (IETF), "du consensus et des lignes de code"?

Des projets tels que Wikipedia et Indymedia ont tous deux résolu ce problème à leur façon, non sans traverser quelques crises et autres conflits. Une critique comme celle adressée ici ne cherche pas à faire rentrer par la force WikiLeaks dans un format traditionnel, mais au contraire à savoir si WikiLeaks (et ses futurs clones, associés, avatars et autres membres de la famille) peuvent s'ériger comme de nouveaux modèles d'organisation et de collaboration. Ailleurs, le terme "réseau organisé" a été évoqué comme une terminologie pour ces formats. Dans le passé, on a parlé de "médias tactiques". D'autres ont utilisé le terme générique d'"activisme internet". Peut-être que WikiLeaks a d'autres idées sur l'horizon où il veut emmener ce débat organisationnel. Mais où? C'est bien sûr à WikiLeaks de choisir, mais jusqu'à présent, ils n'ont pas formulé l'esquisse d'une réponse, laissant à d'autres, [le Wall Street Journal par exemple](#), le soin de soulever des questions, sur la bonne foi de leurs financements par exemple.

Thèse 10: WikiLeaks est une idée

Se positionner pour ou contre WikiLeaks n'est pas ce qui importe le plus. WikiLeaks est là, et restera jusqu'à ce qu'il se saborde lui-même ou qu'il soit détruit par ceux qui s'opposent à ses opérations. Notre objectif est plutôt d'essayer d'évaluer pragmatiquement ce que WikiLeaks peut – et peut-être, qui sait, doit – faire, et aider à formuler comment nous pouvons nous relier et interagir avec WikiLeaks. Malgré tous ses défauts, contre vents et marées, WikiLeaks a rendu un fier service à la transparence, à la démocratie et à l'ouverture. Nous aimerions qu'il soit différent, mais comme diraient les Français, s'il n'existait pas, il faudrait l'inventer. La surdose d'information est aujourd'hui un fait. On peut s'attendre à ce que cette surabondance continue d'augmenter de façon exponentielle.

Organiser et interpréter cet Himalaya de données est un défi collectif, qu'on le nomme WikiLeaks ou non.

[Ce billet est initialement paru sur nettime.org](#) (newsletter spécialisée dans les informations technologiques depuis 1995)

—

Crédits photo Flickr CC [alexovic](#), [espenmoe](#), [armigeress](#), [biatchor](#)

ALLÔ, C'EST JULIAN ASSANGE

PAR NICOLAS KAYSER-BRIL
LE 22 OCTOBRE 2010



Le samedi 8 octobre, à 19h30, Nicolas Voisin, directeur de la publication d'OWNI, reçoit un mail à l'adresse 'contact@owni.fr'. Quelqu'un demande à parler en urgence aux développeurs de l'[application Warlogs](#) que nous avons réalisée fin juillet, lors de la [publication de plus de 75,000 documents](#) concernant la guerre en Afghanistan. Comme j'avais coordonné le boulot pour OWNI sur ce projet, il me le fait suivre.

« Dear Madam or Sir

*I am trying to find the person who did this
project: <http://app.owni.fr/warlogs/?lang=EN>. I am
trying to find the technical people who actually put it*

together.

I would very much like their personal email as I have a very interesting proposition for them which I am sure they will want to hear about.

I look forward to your response.

Kind regards »

Croyant d'abord à une requête de journaliste, je m'apprête à mettre le mail de côté pour y répondre plus tard. Par acquis de conscience, je vérifie quand même le nom de domaine de l'expéditeur, un certain *Sunshine Press*. Surprise, Wikipédia m'indique que Sunshine Press est l'organisation qui a mis sur pied [le site Wikileaks](#), en 2006. Ça commence à devenir sérieux.

Après quelques échanges de mails, j'en ai la confirmation. Un numéro anglais appelle sur mon portable. C'est [Julian Assange](#), le porte-parole de Wikileaks, au bout du fil. Pour donner quelques éléments de contexte, imaginez quand même que nous avons des posters d'Assange affichés dans l'open-space de la soucoupe¹, non sans humour, mais ce contexte est « roi ». Mon niveau d'émotion était alors à peu près aussi élevé que celui d'une ado parlant à Justin Bieber. Je caricature, mais ce sera le dernier instant de légèreté.

Beaucoup moins intimidant en vrai

Le rendez-vous est fixé. Ce sera mardi 12, dans un bar londonien. On s'embarque donc dans l'Eurostar à destination de St Pancras, [Pierre Romera](#), développeur principal de l'[application warlogs](#) et [moi-même](#). Une fois sur place, après 15 minutes d'une attente plus stressante que celle des résultats du bac, on nous mène vers le studio où l'équipe d'Assange se prépare à sa nouvelle action. Les bureaux, partagés avec l'une des grandes organisations journalistiques londonienne, ne ressemblent pas vraiment au local surprotégé qu'on aurait pu imaginer.

Julian Assange est beaucoup moins intimidant en vrai, sans son costume gris et ses longs cheveux blancs bien peignés. Ceci-dit, même s'il n'avait qu'une veste en cuir, des cheveux courts et en pétard et revêtait une barbe de 3 jours, nous n'en menions pas large. Une équipe de 23 ans de moyenne d'âge venue parlementer avec l'homme qui fait trembler le Pentagone, cela avait quelque chose de cocasse.

« Nous avons le même set de données que la dernière fois, mais plus gros. Et pour un autre pays, » commence Assange [toutes les citations sont de mémoire]. « Nous avons beaucoup aimé l'application de crowdsourcing que vous avez réalisé et nous nous demandions si vous pouviez faire la même chose, avec cette fois-ci un peu d'avance. » Combien d'avance? « 6 jours. » Ah.

Plusieurs journalistes sur le coup

Conscients des critiques dont avait été victime la fuite afghane – les noms de certains informateurs des armées d'occupation avaient été laissés en clair dans les documents – nous lui demandons si des mesures ont été prises pour retirer les données risquant de mettre des vies en danger. *«Tous les noms ont été retirés»*, affirme-t-il. *«Ce qui n'empêchera pas les critiques de fuser»*, prévient, goguenard, l'une des personnes travaillant dans la pièce.

Nos exigences :

- 1/ avoir vraiment 6 jours et carte blanche en design comme en développement
- 2/ ne pas avoir connaissance des logs en amont (sauf contrainte technique)
- 3/ avoir la certitude que de nombreuses rédactions ont ces logs depuis des semaines et ont eu le temps de les étudier et que les noms des civils soient masqués.

- 4/ ne pas en être hébergeur (la jurisprudence française, depuis [l'arrêt Tiscali](#) du Conseil d'État, fait peser toute la responsabilité sur l'hébergeur)

Assange nous explique également que plusieurs journalistes travaillent sur les documents depuis un certain temps, dans de nombreuses rédactions, « *y compris en France, où l'un des plus gros journaux pourrait faire partie de l'aventure* ». OWNI n'aura donc aucune responsabilité journalistique, au sens juridique, dans l'étude de ces logs.

Clause de confidentialité

Avec ces explications, nous acceptons la mission. Il est certain que nous n'aurions jamais accepté de travailler avec l'organisation si nous n'avions pas obtenu la garantie qu'aucunes vies ne seraient mises en danger par notre travail.

Suite à quoi Assange nous fait signer une close de confidentialité (NDA) stipulant que si nous révélons quelque qu'information que ce soit avant la date fatidique, Wikileaks nous ferait payer 100.000 livres sterling d'amende. Sic. Les NDA étaient toutes pour le 23. Dehors, le web commençait à faire bruit d'un lancement le 18. Nos fameux 6 jours de délais s'annonçaient à dimension variable.

Malgré cette garantie élevée, il nous faut travailler à l'aveugle, à partir d'une base de données expurgée de tout contenu intéressant. Qu'à cela ne tienne, Pierre et moi nous mettons à coder frénétiquement, après avoir défini sommairement les spécifications de l'app. C'est pas dur, il nous suffit de faire ce que nous avons voulu réaliser la fois précédente mais que nous n'avons pas fait, manque de temps (la dimension « [serious game](#) » en plus de ce que permettait notre précédente app est l'un de ces aspects).

Le plus clair de l'après-midi et de la nuit et du lendemain est passée à coder les différents modules de l'interface. Nous nous permettons

quand même un dîner avec Julian Assange et deux autres personnes présentes dans le studio ce soir là.

De retour à Paris, jeudi matin, nous tenons conseil dans notre « war room ». Chacun à son poste, les rôles sont répartis entre les développeurs et les designers, afin que chacun connaisse sa mission.

Quel était le parfum du narguilé?

Au final, l'application aura été designée en moins de 8h, développée en 4 jours et sera hébergée sur les serveurs de ceux qui hébergent [The Pirate Bay](#), en Suède, et sur un serveur à leur nom. Le samedi 16, nous étions à 95% prêts. Il ne nous restait plus qu'à obtenir les fichiers, dont nous croyions qu'ils sortiraient le lundi matin, après avoir lu [l'article de Wired](#).

Nous savons maintenant que la date du lundi matin était une diversion. Du coup, nous avons passé le reste de la semaine à améliorer et corriger les derniers bugs de l'appli. Wikileaks a repris contact avec nous jeudi pour mettre les fichiers directement sur les serveurs. Avant de lui donner les codes d'accès, une vérification d'identité s'imposait, en lui posant une question dont seuls lui, Pierre et moi connaissions la réponse:

Quel était le parfum du narguilé que nous avons fumé au restaurant, à Londres?

Un vrai film de guerre.

Après les dernières vérifications, nous avons chargé les fichiers sur le serveur suédois et appuyé sur le bouton. Le reste est en train d'être écrit.

C'est en quelque sorte l'histoire d'un « journalisme augmenté » où chemin faisant, les compétences et responsabilités se répartissent, et où certains prennent des voies de traverse pour donner à penser au plus grand nombre. Ce jour, ce n'est rien de moins que la plus grande collaboration de médias indépendants (traditionnels et foncièrement

« modernes ») qu'ait connu notre génération. Puisse-t-il en sortir du sens, davantage de vérité et pourquoi pas une autre idée, pour ceux qui mènent des guerres, de la nature du secret qui les préservait de certains cas de conscience.

WIKILEAKS : DE LA PROFONDEUR PLUS QUE DE LA TRANSPARENCE

PAR OLIVIER TESQUET
LE 28 NOVEMBRE 2010



Jusqu'à présent, WikiLeaks avait choisi de concentrer le tir sur la guerre. Dans ses trois dernières publications, Julian Assange, l'incarnation de l'organisation la plus volatile du monde, avait successivement mis au jour une bavure américaine en Irak ([la vidéo Collateral Murder](#)), le quotidien sanglant des forces de la coalition [en](#)

[Afghanistan](#), et les errements militaires des Etats-Unis [en Irak](#). Sans se détourner de sa cible de prédilection – l’administration américaine¹ – le site change cette fois-ci son fusil d’épaule: pour la première fois, il s’attaque à la diplomatie, en publiant plus de 250.000 mémos, dont la classification va de “confidentiel” à “secret” (**MàJ de 18h50**: selon les informations du Spiegel, 53% des documents ne seraient pas soumis à une classification particulière), et dont le pouvoir de nuisance pourrait s’avérer dévastateur (même si le conditionnel reste de mise, comme pour chaque livraison de WikiLeaks).

Une fuite exceptionnelle

Parce qu’elle implique au moins une vingtaine de pays, elle multiplie les ramifications entre les différentes parties, dévoilant les tourments géopolitiques du monde, cette nouvelle fuite est exceptionnelle à plusieurs égards. Comme le titre Der Spiegel, [dont la couverture a déjà fuité](#) sur Internet, les “Statelogs” dévoilent “*comment l’Amérique voit le monde*”. En substance, on y apprend que “*Sarkozy est un roi nu*”, que “*Mahmoud Ahmadinejad est le nouveau Hitler*”, et qu’Angela Merkel s’est vue surnommée d’un “Teflon”, déclinaison moderne de la “Dame de fer”.

Les esprits chagrins rétorqueront que ces bruits de couloir étaient déjà connus. Ils n’ont pas complètement tort. Mais ces bribes d’information ne représentent qu’une portion congrue de la salve. A ce titre, nous publierons les mémos au compte-goutte sur notre application, afin de pouvoir les étudier et les qualifier au fur et à mesure, avec l’aide de nos collaborateurs ([Lesoir.be](#) et [Slate.fr](#)) et de tout un chacun.



Sas de décompression

Pour la doxa, la diplomatie, c'est la résolution des problèmes par le dialogue – parfois difficile – et la quête du consensus. C'est le domaine des cols blancs, où la violence ne se manifeste que dans des échanges au cordeau. C'est un métier, et ceux qui le pratiquent savent qu'ils ne doivent pas être gênés aux entournures quand le verbe est un peu trop haut ou que l'attaque ad hominem pointe le bout de son nez.

Contrairement aux appelés du contingent envoyés dans les faubourgs de Bagdad ou de Kandahar, les diplomates sont des professionnels formés à un environnement complexe, et leurs observations sont une composante de la politique menée par les Etats, pas un dommage collatéral. A cela, il faut ajouter un autre fait: si les rapports de situation de l'état-major américain en Irak ou en Afghanistan étaient des notes prises au ras du sol, les Statelogs sont autant d'instantanés de ce qui se trame en haut lieu. A un éclairage en contre-plongée, Assange a cette fois-ci préféré une porte d'entrée par le haut, au sommet, telle la révélation massive et systématisée d'un [off géant](#).

Par définition, la diplomatie est la trappe d'évacuation de la politique internationale, celle par laquelle les gouvernements expulsent des gaz parfois inodores mais à la structure chimique instable. Elle est tout autant la marge des discours officiels que leur premier piston. Surtout, un mémo diplomatique n'a pas vocation à faire autorité. Déjà, [certains s'offusquent](#) de ces révélations, citant *Les Mains Sales* de Sartre pour rappeler qu'on ne peut "gouverner innocemment". Personne ne remet en question le caractère cru des échanges diplomatiques, une chasse d'eau qu'il faut pouvoir actionner pour maintenir l'équilibre du monde. Est-ce une raison pour ne pas exposer leur fonctionnement ou questionner leur teneur? Si on n'ouvre pas épisodiquement un sas de décompression, il y a fort à parier que celui-ci finisse pas s'encrasser, et que son air devienne vicié.

Le monde était-il meilleur avant?

Avant même leur mise en ligne, les mémos ont déclenché l'ire d'un bon nombre d'internautes, y compris parmi les soutiens les plus indéfectibles de WikiLeaks, qui semblent se demander: "Le monde ne sera-t-il pas plus dangereux demain?" En 140 signes, parfois un peu plus, certains ont exprimé leur crainte, celle de voir un monde trop transparent, plein de ressentiment, où les tensions entre les Etats seraient exacerbées ("*Je sais très bien ce que tu penses de moi, je l'ai lu sur WikiLeaks*"). On pourra leur opposer une question à la tournure sensiblement différente: le monde était-il meilleur avant?

Après avoir souligné par deux fois la menace que faisait peser WikiLeaks sur les informateurs afghans et irakiens, l'administration américaine a [ressorti ses éléments de langage](#) en accusant Julian Assange de "*menacer les vies d'innombrables personnes*". A la vérité, cette nouvelle fuite pourrait effectivement déboucher sur des représailles – à tout hasard – diplomatiques: exfiltration d'ambassadeurs, expulsion de fonctionnaires étrangers, etc.

WikiLeaks - OWNIXMAS 2010

Plus qu'un travail de transparence, les Statelogs offrent la matière à un formidable travail de profondeur, que nous mènerons tous ensemble dans les prochaines semaines. Indépendamment du degré de granularité (et le ton cru) qu'ils offrent, les mémos nous permettront de travailler sur des temps longs. Et maintenant, explorons.

SIX QUESTIONS SUR WIKILEAKS, LE NAPSTER DU JOURNALISME

PAR OLIVIER TESQUET
LE 4 DECEMBRE 2010

Près d'[une semaine après le début de leur mise en ligne](#), les mémos diplomatiques révélés par WikiLeaks continuent d'agiter le landerneau politico-médiatique. Alors que les précédentes fuites orchestrées par Julian Assange étaient vite circonscrites – le bruit sourd était suivi d'un silence de mort -, cette nouvelle publication fait durer l'acouphène, et les oreilles n'ont pas fini de siffler. En choisissant d'échelonner la sortie des documents en sa possession, le site s'impose comme le Napster du journalisme, la première mouture imparfaite d'un outil voué à changer la face d'une profession, sinon deux: celle du journalisme, et celle de la diplomatie. Comme Napster, WikiLeaks a ouvert la boîte de Pandore en imposant un intermédiaire en marge du système. Comme Sean Parker, Julian Assange est un homme avec une vision. Comme lui, il a plein d'excès. Retour sur six jours de débats passionnés en six questions.

Transparence = totalitarisme, vraiment?

NON. “La transparence absolue, c'est le totalitarisme”. [Nicolas](#)

[Sarkozy](#), [François Baroin](#), [Hubert Védrine](#), tous ont agité la formule comme un chiffon rouge pour fustiger la nouvelle fuite coordonnée par WikiLeaks, et l'irresponsabilité qui consiste à mettre en ligne 250.000 mémos classifiés par le département d'Etat américain. A la vérité, la paternité de cet élément de langage devrait même être revendiquée [par Henri Guaino](#). En septembre 2009, le conseiller du président de la République s'était emporté contre le web, accusé d'offrir une caisse de résonance disproportionnée à "l'affaire Hortefeux" (les arabes, les auvergnats, quelques problèmes):

« La transparence, ça veut dire qu'il n'y a plus d'intimité, plus de discrétion [...] Pour l'instant nous n'avons pas appris collectivement à nous servir de la meilleure façon des nouvelles technologies de communication. Internet ne peut être la seule zone de non-droit, de non-morale de la société, la seule zone où aucune des valeurs habituelles qui permettent de vivre ensemble ne soient acceptées. Je ne crois pas à la société de la délation généralisée, de la surveillance généralisée. »

Quel rapport? Ce flash-back permet de comprendre pourquoi le débat est aujourd'hui mené à contretemps. Moins que le contenu, c'est le processus qui effraie la classe politique dans son ensemble.

D'ailleurs, certains ne se sont-ils pas enflammés contre WikiLeaks, tout en précisant que le public n'apprenait rien de nouveau dans ces révélations? A tous ceux qui croiraient encore à la soi-disant "transparence absolue" de l'organisation, voici une preuve irréfutable: aujourd'hui, 4 décembre 2010, à 15h, WikiLeaks n'a pas publié 250.000 documents [sur son interface dédiée](#) (qui d'ailleurs, est inaccessible). Il y en a un peu plus de 597, comme l'atteste la capture d'écran ci-dessous, réalisée vendredi (MàJ de 15h50: selon certaines informations, il y aurait désormais [842 mémos disponibles](#)).



Currently released so far...
597 / 251,287

Tous ces télégrammes ont été publiés après que les cinq rédactions partenaires (le Guardian, le New York Times, Der Spiegel, Le Monde et El Pais) les aient parcourus, étudiés, contextualisés, vérifiés. Comme l'écrit Sylvie Kauffmann, la directrice de la rédaction du Monde, après qu'ils en aient "*soigneusement édité*" le contenu. Et comme l'a confirmé Julian Assange [dans un chat avec les internautes du Guardian](#) vendredi, ce sont les rédactions qui choisissent les informations qu'elles publient. En d'autres termes, elles choisissent également celles qu'elles ne publient pas.

Fallait-il publier ces documents?

OUI. Plutôt que de s'interroger sur le bien-fondé de l'action de WikiLeaks, il faudrait reformuler la question en ces termes: le site de Julian Assange aurait-il publié les documents sans l'assentiment des rédactions partenaires? Aurait-il massivement mis en ligne 250.000 mémos si les médias avaient refusé d'entrer dans la danse? C'est loin d'être sûr. On peut moquer l'arrogance et la mégalomanie d'Assange, mais cette fois-ci, difficile de pointer du doigt son irresponsabilité.

Mais il y a une seconde question. Est-ce aux gouvernements de protéger les secrets, ou est-ce le rôle des journalistes? Max Frankel, vétéran de la profession, lauréat du Prix Pulitzer, [y répond parfaitement](#), en rappelant le rôle dévolu à chacun:

« C'est aux gouvernements, pas à la presse, de garder les

secrets tant qu'ils le peuvent, et de s'ajuster vis-à-vis de la réalité quand ceux-ci sont découverts. C'est le devoir de la presse de publier ce qu'elle apprend, et de trouver l'information où elle le peut quand on lui refuse d'y accéder. »

Nous sommes là dans une zone grise. Certains considèrent que ces documents ont été volés, ce qui voudrait dire que Le Monde, mais aussi OWNI, sont coupables de recel. La situation est bien plus complexe que cela, comme en atteste la difficulté pour l'armée de juristes dépêchée par l'administration américaine à fermer WikiLeaks. Comme le résume un excellent article de The Economist, [“WikiLeaks est une innovation légale, pas une innovation technique”](#). Je serais presque tenté d'aller plus loin: et si Julian Assange était une forme aboutie de néo-luddisme, qui privilégie la construction au bris des machines? L'utilisation du chiffrement ou le recours systématique à la technologie ne sont pas l'essence de WikiLeaks. Si tel était le cas, *“le site aurait ouvert ses portes il y a dix ans”*. Ce qui fait le sel de l'organisation, c'est sa volatilité, née des pare-feux légaux qu'elle a mis en place, en installant des serveurs aux quatre coins du monde par exemple.

Ces documents sont-ils utiles?

OUI. En un sens, [et je l'ai déjà écrit quelques heures avant la fuite](#), cette nouvelle fuite ressemble à la révélation d'un “off” géant. Si les précédentes publications concernaient des rapports militaires, écrits par des appelés du contingent, les télégrammes sont inédits parce qu'ils proviennent de l'“élite”, la classe diplomatique. Non seulement WikiLeaks rompt le off, mais le site le fait dans des proportions impressionnantes. La valeur absolue impressionne autant, si ce n'est plus, que le contenu.

Dans ce nouvel écosystème des médias (où les cinq rédactions

partenaires jouent le rôle de médiateur ou de tampon), Assange a très bien compris le rôle que pouvait jouer son site: celui d'un réceptacle pour tous les informateurs du monde échaudés par le manque de légitimité de la presse traditionnelle. En les regardant de près, on remarque que la plupart des articles publiés dans la presse, rédigés par des spécialistes de chaque dossier – qu'il s'agisse du nucléaire iranien ou des rouages de l'ONU – sont articulés de la sorte: "ces informations corroborent ce que l'on savait déjà". En creux, "mais que l'on avait pas forcément publié".

De l'avis de ses détracteurs, WikiLeaks offrirait les coulisses du monde vues à travers une meurtrière. C'est faux, précisément parce que ce grand déballage pousse, et même force, les rédactions à mettre tous les éléments de contexte sur la table. C'est la "[réhabilitation du journalisme d'expertise](#)", comme l'écrit Patrice Flichy dans Le Monde.

Il y a même une question corollaire, structurelle: ces documents vont-ils changer quelque chose? Dans les couloirs d'une grande chaîne de télévision, [Dominique Moïsi](#), conseiller spécial de l'IFRI et professeur à Harvard, me confiait que cette fuite marquerait peut-être "*le retour de la valise diplomatique, ainsi que la fin des ambassadeurs hôteliers*". Et il s'en réjouissait.

Le processus est-il réversible?

NON. N'en déplaise aux plus sceptiques, cette fuite n'est pas un épiphénomène. Depuis quelques heures, le vocable "*guerre de l'information*" [fait son grand retour](#), alors même qu'il avait disparu des radars. Pourtant, chez les futurologues [de la trempe de Toffler](#) comme chez les chercheurs les plus sérieux, l'infoguerre existe depuis près de quinze ans.

Et WikiLeaks en est sa nouvelle caractérisation. De la même manière que les services de peer-to-peer ont changé la face de l'industrie de la

musique en introduisant le téléchargement illégal, le site bouleverse la chaîne alimentaire des médias en y injectant sa culture pirate.



Sans souscrire les yeux fermés au discours de WikiLeaks, il faut essayer de porter le regard plus loin : peut-être s'agit-il d'une évolution structurelle du journalisme d'investigation, en même temps qu'un nouveau stade de la société de l'information [chère à Castells](#). En leur temps, les révélations de Woodward et Bernstein sur le

Watergate, comme les [“Papiers du Pentagone”](#) de Daniel Ellsberg (qui révélait les mensonges des administrations Kennedy et Johnson au Vietnam) n’ont pas été accueillis favorablement. Le second fut même jugé pour cela. Aujourd’hui, nombreux sont ceux qui se demandent si WikiLeaks peut vivre au-delà de Julian Assange. Il l’a suffisamment répété, son organisation est “un concept”.

Pourrait-il arriver la même chose en France?

PEUT-ETRE. On pourrait l’imaginer, bien sûr, même si un obstacle majeur se dresserait sur la route: le secret défense est beaucoup plus verrouillé en France qu’aux États-Unis. Avec l’affaire de Karachi, le gouvernement a répété sa volonté de faciliter le processus de déclassification des documents, en rappelant aux magistrats qu’ils étaient tout à fait libres d’envoyer leurs requêtes à la Commission consultative du secret de la défense nationale (CCSDN), l’organisme indépendant chargé de statuer sur le sujet. Mais, en 2009, le Parlement a voté la classification de 19 lieux [dans sa loi de programmation militaire](#). Seul le Premier ministre peut donner son accord pour qu’un juge d’instruction y accède. Par conséquent, force est de constater que [la perméabilité du système est moindre](#).

Par ailleurs, on accuse souvent Julian Assange de s’en prendre exclusivement à l’administration américaine, certains observateurs n’hésitant plus à parler de “manipulation”. Pourtant, la systématisation des attaques contre les États-Unis est à chercher du côté d’un particularisme: l’administration américaine dispose de 16 agences de renseignement, qui regroupe près de 2.000 entreprises. [Selon le Washington Post](#), “854.000 personnes disposent d’un accès à des informations top secret” au sein de cette vaste communauté, qu’on nomme l’Intelligence Community (IC). En outre, cette technostructure a mis en place en 2006 une plateforme de partage

d'informations, [Intellipedia](#). Pas besoin d'avoir fait Polytechnique pour constater la porosité du système.

Mais avant de songer à un WikiLeaks à la française, il faudrait résoudre une vraie carence, démocratique celle-là: l'absence d'une procédure [de type FOIA](#) (pour Freedom of Information Act): un texte issu de la Constitution américaine que n'importe quel citoyen peut invoquer pour demander – et souvent, obtenir – la déclassification des documents. Des sites comme [Cryptome](#) ou [Secrecy News](#), antérieurs à Wikileaks, en ont même fait leur spécialité. Dans l'Hexagone, il faut encore attendre 50 ans pour accéder aux archives. Et certains documents nominatifs ne tomberont dans le domaine public que 100 ans après la mort de la personne qui y est citée.



Peut-on fermer WikiLeaks?

NON. La sortie médiatique d'Eric Besson, revenu à son poste de secrétaire d'Etat à l'économie numérique, symbolise assez bien les enjeux du débat, mais aussi ses limites. [Dans une lettre](#), il demande au Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies (CGIET) de *“bien vouloir lui indiquer dans les meilleurs délais possibles quelles actions peuvent être entreprises afin que*

[WikiLeaks] ne soit plus hébergé en France”, quelques heures après avoir appris que les serveurs d’OVH étaient utilisés par l’organisation pour stocker une partie de ses données. De toutes parts, on insiste sur le fait qu’il *“aura du mal à expulser”* l’organisation, en se demandant s’il a vraiment *“le droit de [le] faire”*. Dans un communiqué, OVH annonce avoir *“saisi un juge en référé”* pour qu’il statue.

En attendant sa réponse, la mesure aura montré sa contre-productivité: en quelques dizaines de minutes, des dizaines de sites miroir permettaient d’accéder à WikiLeaks (selon la bonne vieille recette de l’effet Streisand), et les défenseurs du web libre pointaient les menaces de *“censure politique”*. Si les gouvernements veulent détruire l’idée de WikiLeaks, ils devront faire du site et de son fondateur des martyrs, une condition qui remonte aussi loin que les premiers écrits catholiques. Les voilà prévenus.

Crédits photo: CC Geoffrey Dorne

WIKILEAKS ET LA REVOLTE DU CLERGE

PAR ERIC SCHERER
LE 5 DECEMBRE 2010



Quand j'entends, depuis une semaine, les cris d'orfraies, le dénigrement, le mépris, l'inquiétude qui émanent du clergé médiatique face aux nouvelles fuites de WikiLeaks, je vois, hélas, une profession minée par des forces conservatrices et protectrices d'un ordre ancien, hostile à l'évolution de ses pratiques, qui veut se cramponner à des comportements d'un autre âge.

Comme le disent plusieurs voix ce week-end, il s'agit du [premier vrai conflit](#) [en] entre l'ordre établi, l'establishment, et la nouvelle culture

du web. Pierre Chappaz parle de [la première infowar](#). Et [Reporter Sans Frontières a condamné samedi](#) les tentatives pour réduire WikiLeaks au silence.

Je ne veux pas dire qu'Assange est un héros. Beaucoup de questions sur ses motifs, son agenda, ses choix, ses critères, ses financements restent en suspens.

C'est vrai, WikiLeaks, organisation apatride, fille d'un Internet mondialisé, n'obéit à aucune des règles du journalisme professionnel. Mais elle a l'avantage de bousculer le statu quo, de faire bouger les lignes de partage des pouvoirs, de permettre à des gens qui savent des choses –et qui n'ont plus confiance en nous les journalistes–, de les révéler, d'assurer une plus grande diversité de l'information !

Le procès de WikiLeaks se fait sur les thèmes : « *ce n'est pas du journalisme* », « *il n'y a aucune révélation* », « *trop de transparence tue la démocratie* », « *attaquez-vous à la Chine* », etc. En passant, la position qui surprend le plus est la défense des diplomates qu'il faudrait protéger et laisser travailler dans le secret. Un vrai bel exemple du journalisme de connivence, qui nous mine depuis si longtemps et alimente la défiance du reste de la société à notre égard ! Laissons les diplomates faire leur travail et protéger eux-mêmes la confidentialité de leurs discussions. Ce n'est quand même pas aux journalistes d'y veiller ! L'autre critique qui me choque, c'est de balayer les contenus des télégrammes d'un revers de main : « *on n'apprend rien.* » Les journalistes et initiés peut-être pas ; mais le public, lui, découvre d'un coup comment fonctionnent les rouages des relations internationales. D'autant que [3 millions d'Américains avaient déjà accès aux documents classifiés](#) ! [en]

« *Internet, c'est la Stasi en pire* », Catherine Nay

Vendredi soir, lors du Grand Journal de Canal Plus, quatre éditorialistes de la « grande presse » (RTL, *Marianne*, France Inter)

ont passé leur temps à « flinguer » WikiLeaks sur ces thèmes (même si Thomas Legrand fut plus mesuré que les autres). Europe1 est monté d'un cran samedi matin : « [*Internet, c'est la Stasi en pire*](#) », y a déclaré Catherine Nay. Plus tôt dans la semaine, nous avons pu lire *Le Canard Enchaîné* (« *le caviar devient moins bon à la pelle qu'à la petite cuillère* ») se retrouver sur la même ligne que l'éditorialiste du *Figaro*, Alain-Gérard Slama (WikiLeaks, « *entreprise de subversion abritée derrière un mythe, la transparence* »).

Quand on pense que ce sont les mêmes, ou presque, qui allaient jouer au tennis avec Jospin, sont mariés à des ministres, protégeaient les doubles vies de nos Présidents de la République, gardent leurs infos pour eux avant d'en lâcher quelques-unes – mais après les élections – et dans des livres lucratifs, « dînent en ville » chuchotant confidences, rumeurs et malveillances qui n'ont rien à envier aux contenus des télégrammes diplomatiques, très officiels documents de travail.

La grande différence, c'est que les premières restent confinées dans le cercle fermé de l'establishment, alors que les secondes sont mises sur la place publique.

Il n'est guère surprenant de voir aussi les nouvelles générations, les « digital natives », qui baignent depuis des années déjà dans l'open source, le collaboratif, le bottom-up, le partage, estimer qu'il est plus que temps de voir ces forces-là l'emporter sur les logiques de connivences, de fermetures, d'initiés, de top down. J'espère aussi que des journalistes dans les rédactions contestent les voix officielles que nous entendons sur les plateaux de télévision.

Tout ça c'est de votre faute !, [résume bien Jay Rosen](#) [vidéo, en] à l'adresse des journalistes américains. Si vous aviez fait votre boulot de chien de garde avant la guerre en Irak sous la présidence Bush, les sources n'auraient pas besoin de donner aujourd'hui leurs infos à WikiLeaks, précise ce professeur de journalisme à l'Université de New York, qui déplore « *l'échec spectaculaire de la presse*

traditionnelle à remplir son rôle de chien de garde au cours des récentes décennies ». Pour lui, la presse d'investigation « *est morte sous George Bush* ».

Avec WikiLeaks, les journalistes sont une nouvelle fois désintermédiés, court-circuités dans le cheminement classique de l'information entre les sources et le public. WikiLeaks s'est intercalé. Et, déjà bousculés par les nouvelles manières du public de s'informer, par sa prise de parole, confrontés à une double crise de légitimité et de confiance de la part du reste de la population, ils n'apprécient guère.

Une chance aussi

Mais tous ne réagissent pas de manière négative. Ces masses de documents bruts sont aussi une chance pour le journalisme de faire valoir sa valeur ajoutée, dans le tri, la vérification, la contextualisation, la mise en perspective, la hiérarchisation des infos données par WikiLeaks. Cette contextualisation est éditoriale et, de plus en plus, associée à une dimension technologique qui permet de visualiser les données, pour les présenter de manière instructive et attrayante. C'est tout le sens du journalisme de données, qui se développe aujourd'hui rapidement. « *Une passerelle entre le producteur d'information et le lecteur* », comme le dit [Patrice Flichy dans *Le Monde*](#), qui salue, via WikiLeaks, « *la réhabilitation du journalisme d'experts* ».

Un autre aspect très positif pour le journalisme réside dans la coopération inédite entre des dizaines de journalistes de rédactions et de pays différents des médias qui ont publié ces câbles diplomatiques (*New York Times, Guardian, Spiegel, Le Monde...*).

WikiLeaks, qui, dit-on, pourrait s'attaquer très prochainement à « *Corporate America* » pourrait vite fournir des indications précieuses sur les turpitudes des dirigeants financiers et

WikiLeaks - OWNIXMAS 2010

économiques des plus grandes entreprises. Il est temps que quelqu'un le fasse, non ? [Comme le dit le NiemanLab d'Harvard](#) [en], c'est le public qui est gagnant.

—

Billet initialement publié sur [Metamedia](#)

Image CC Flickr [niznoz](#), [danielkedinger](#)

WIKILEAKS RELOADED : LES SUITES DE LA FUITE

PAR JEAN-NOËL LAFARGUE
LE 6 DECEMBRE 2010



Voilà, c'est fait, WikiLeaks a effectivement [entamé la diffusion des centaines de télégrammes diplomatiques](#) qui lui ont été transmis et, comme prévu, [on s'affole](#) un peu partout.

Les journaux qui ont accompagné l'opération se confondent en explications déontologiques ; la diplomatie mondiale est embarrassée mais s'affirme solidaire ; de nombreuses personnalités de la politique

mondiale proposent la mise hors-la-loi de WikiLeaks et de ses responsables ; Élisabeth Roudinesco affirme:

[...] Il faudra trouver une parade à la sottise infantile des nouveaux dictateurs de la transparence.

Le politologue conservateur Thomas Flanagan, proche du premier ministre canadien Steven Harper, a carrément [appelé au meurtre de Julian Assange](#) sur CBC News; Bernard-Henri Lévy trouve “*dégueulasse*” le principe d’une transparence généralisée ; le gouvernement chinois a demandé à tous les journalistes du pays d’ignorer les nouvelles concernant WikiLeaks ou, a fortiori, émanant de WikiLeaks.

Les israéliens notent avec fierté que leur discours officiel et leur discours d’alcôves diplomatiques sont les mêmes — ce qui est tout à leur honneur mais explique peut-être, s’ils sont effectivement seuls à ignorer la règle du jeu diplomatique, qu’ils s’entendent si mal avec nombre de leurs voisins immédiats ; sans forcément mettre en cause les intentions de départ, Jean-Jacques Birgé [se demande](#) lui aussi à qui profitera in fine, le crime.

[Les Guignols](#), sur Canal+, soupçonnent WikiLeaks de travailler pour la CIA en diffusant l’idée qu’il faut déclarer la guerre à l’Iran ; d’autres supposent que le but poursuivi est, plus modestement, d’obtenir une augmentation du budget de la CIA ou de la NSA ; d’autres au contraire ont l’impression que WikiLeaks fait une fixation morbide sur les États-Unis et se demandent pourquoi aucun document secret chinois, russe ou nord-coréen n’est publié par WikiLeaks (peut-être parce que c’est un tout petit peu plus difficile à obtenir ?).

Sur Twitter, Ron Paul, élu texan (républicain, tendance "paléo-libertarienne") à la Chambre des Représentants soutient WikiLeaks : "Dans une société libre, nous sommes censés connaître la vérité.

Dans une société où la vérité devient une trahison, nous avons un gros problème."



Re: Wikileaks- In a free society, we are supposed to know the truth. In a society where truth becomes treason, we are in big trouble.

3 Déc via web ☆ Favori ↻ Retweeter ↩ Répondre

Le problème n'est pas la transparence, mais la manipulation

Il faut dire que l'écueil sur lequel bute nécessairement WikiLeaks, ce n'est pas la question du trop-plein de transparence — puisque c'est sa raison d'être — mais celui de la manipulation : qui leur fournit des documents, et dans quel but exact ? Plus le site aura de succès et plus la tentation de l'instrumentaliser et d'en faire un outil de propagande sera grande.

Reste que personne, y compris parmi ceux qui en condamnent vigoureusement la divulgation, n'a contesté la validité des milliers de télégrammes échangés entre les États-Unis et leurs diplomates. Sur des forums divers, j'ai lu l'opinion de simples citoyens qui jugeaient scandaleuses les révélations opérées par Wikileaks : si un secret est secret, c'est qu'il y a une bonne raison à ça.

Avoir de l'empathie envers les diplomates et les barbouzes, exiger qu'on ne nous raconte pas ce qu'ils ne veulent pas nous dire, qu'on

nous empêche de savoir ce qu'on nous cache, c'est un peu comme souhaiter que les milliardaires paient moins d'impôts alors que soi-même on ne gagne pas grand chose.

Je pense moi aussi que la raison d'État a toujours existé et existera toujours, et c'est précisément pour cela qu'elle n'a aucun besoin de notre soutien. Nos Etats doivent savoir que nous les surveillons, eux qui nous disent — rappelons-nous les débats qui ont entouré en France la loi Hadopi ou les questions de surveillance vidéo, de dépistage ADN et de fichage policier — que l'honnête homme n'a rien à cacher.

Je suppose que nos gouvernants n'ont rien appris, qu'il n'y a ici qu'une collection d'opinions de diplomates (Berlusconi se couche trop tard ; Nicolas Sarkozy est autoritaire ; Angela Merkel est pragmatique et peu fantaisiste ; ...) et de secrets de polichinelle divers. Mais pour nous, public, il y a des enseignements à tirer, nous voyons peut-être un peu plus explicitement comment fonctionnent les choses : pendant leurs réceptions, les ambassadeurs américains essaient de piquer des cheveux à leurs invités afin de compléter les bases de données génétiques (et d'en apprendre sur la santé des personnes en question) ; la Chine est lasse d'être l'alliée de la dynastie Kim de Corée du Nord (ce que je trouve pour ma part rassurant) ; les Etats se refilent les anciens détenus de Guantanamo en négociant âprement le sort de ces pestiférés ; notre actuel président avait annoncé sa candidature aux États-Unis plus d'un an avant de l'annoncer aux français et de nombreux candidats aux gouvernements de pays comme la France ou la Grande-Bretagne défilent devant les ambassadeurs pour leur promettre qu'ils aligneront leur politique sur celle de l'oncle Sam.

Plus banal, on apprend que les employés des ambassades ont des rapports psychologiques sur les personnalités politiques qu'ils rencontrent : untel est naïf, tel autre est malade, tel autre réagit affectivement, etc.

Des maîtres du monde bien plus faibles que prévu

C'est Umberto Eco¹ qui me semble avoir le mieux formulé le danger effectif que constitue WikiLeaks : en montrant que les diplomates américains ne sont pas mieux renseignés que la presse, les télégrammes révèlent surtout que les “maîtres du monde” sont bien plus faibles que prévu.

Certains en tireront comme conclusion qu'il doit exister des secrets encore plus secrets, ou que le “cablegate” est une manipulation.

D'autres se demanderont quelle est la légitimité des maîtres du jeu géopolitique s'ils ne sont pas plus informés que les gens qui, tous les jours, lisent la presse gratuite dans le métro.

L'un dans l'autre, ce que tout cela renforce, c'est peut-être le climat de méfiance généralisée.

Nos parents ou nos grands parents croyaient à la bienveillance de leur banquier, de l'EDF, de la SNCF, du postier et de l'administration. Ils supposaient aussi que l'État se chargeait, par des moyens parfois douteux peut-être, mais nécessaires, de faire en sorte que l'on puisse dormir en paix : en secret, on infiltre les terroristes, on négocie des paix pour des guerres dont personne n'a entendu parler, on sauve l'économie des espions industriels, maintient l'économie à flot, etc. — vision des choses qui est largement véhiculée, amplifiée, fantasmagoriée par les fictions d'espionnage diverses et variées.

Pour beaucoup, la déception née de cette vague de révélations a été grande: le roi est nu; WikiLeaks suggère, en publiant les communications internes du pays le plus puissant et le plus influent qui soit, que ceux qui le gouvernement sont aussi dépassés que vous ou moi par le monde dans lequel nous vivons tous. Et cela ne ridiculise pas les seuls États-Unis, puisque nous comprenons facilement qu'il n'y a aucune raison que les autres pays soient mieux lotis. Or s'il est

d'indépendance, soit parce qu'ils sont inquiets du changement de politique du site : documents publiés au compte-goutte, partenariats privilégiés et peut-être même, crises d'autorité — on murmure par exemple que le *New York Times*, puni d'avoir émis des critiques à l'égard de WikiLeaks, n'a reçu aucun document directement de la part de l'organisation et a dû se les faire fournir par un journal confrère.

Julian Assange, énigme au cœur des attentions

Le second péril qui guette Wikileaks, c'est la gestion de sa propre importance et la médiatisation de son porte-parole principal et fondateur (quoiqu'il se défende de l'être), Julian Assange. Finira-t-il par céder à de compréhensibles tendances paranoïaques ?

Il faut dire que l'étau se resserre un peu sur lui : sans domicile fixe depuis des années, il réside chez des amis ou des sympathisants de tous les continents, mais malgré le soutien officiel de l'Islande et de l'Équateur, la liste des pays qui peuvent l'accueillir semble appelée à se restreindre de jour en jour puisque la Suède a lancé un mandat d'arrêt contre lui pour viol — notion qui s'étend là-bas à certains rapports sexuels consentants —, mandat relayé par Interpol puis annulé provisoirement pour vice de forme.

Sa vie est un roman : né de parents acteurs itinérants ("*in the movie business*" dit-il), il a ensuite vécu avec un beau-père membre d'une secte new-age ([Santiniketan Park Association](#)) que sa mère a finalement fui avec lui et son demi-frère.

Julian Assange a eu une jeunesse anti-conformiste à tout point de vue, peut-être partiellement dramatique (la secte à laquelle appartenait son beau-père est connue pour sa maltraitance extrême des enfants). Il a fréquenté, dit-il, trente-sept établissements

scolaires et six universités. Il est finalement devenu un membre respecté de la communauté des hackers en Australie, son pays natal, au sein du groupe International Subversives. On sait qu'il a été inquiété par la justice pour avoir piraté de nombreux serveurs — jusqu'à ceux de la Nasa — mais qu'il s'en est tiré avec une simple amende.

Son histoire est racontée dans le livre [*Underground: Tales of hacking, madness, and obsession on the electronic frontier*](#), par Suelette Dreyfus (aidée par Assange lui-même pour la documentation), où il est représenté par un personnage nommé Mendax, adolescent d'une intelligence hors-norme tyrannisé par un beau-père demi-fou vivant sous plusieurs fausses identités...

Assange dit avoir été consultant en informatique à une certaine époque, aidant notamment la police de son pays à traquer les pédophiles. On n'est sûr ni de son âge exact (il est pudique à ce sujet mais on suppose qu'il est né en 1971) ni de son lieu de naissance (qui serait, selon lui, l'île Magnetic Island).

Certains croient savoir qu'il a les cheveux blancs depuis la dépression dans laquelle l'a plongé son divorce. D'autres se rappellent que dans la secte Santiniketan Park Association les enfants étaient tous teints en blond. Lui, prétend avoir été victime, à quinze ans, d'une mauvaise manipulation d'un appareillage électronique de sa fabrication.



En consultant son blog, toujours [disponible sur archive.org](#), qui contient des bribes de réflexion sur mille et un sujets, on apprend qu'il s'intéresse à l'histoire (notamment l'histoire européenne et l'histoire des conflits), à la géopolitique et à l'espionnage, à la perception, à la programmation, aux sciences, peut-être à la science-

fiction (il mentionne Kurt Vonnegut et évoque Philip K. Dick), aux religions et enfin, aux hommes qui ont lutté pour leurs convictions (il cite Zola et à plusieurs reprises Galilée et Voltaire).

[Retour chez le marchand](#)

 Paiements sécurisés



Ce destinataire n'est pas en mesure actuellement de recevoir de l'argent.

PayPal a suspendu le compte de WikiLeaks en arguant que son règlement lui interdit de s'associer à des services hors-la-loi. Mais de quelle loi, de quel jugement est-il question ? Mystère !

Martyr de la liberté d'informer ?

Prêt à devenir un martyr de la liberté d'informer ? Pour l'instant, Julian Assange reste à de nombreux égards une énigme, mais il est bien parti pour devenir le plus célèbre "hacktiviste" qui ait jamais été.

On le dit peu, mais WikiLeaks est régulièrement victime de tracasseries techniques ou judiciaires : suspension du compte PayPal qui permettait de financer le projet, disparition des registres DNS (ce qui relie le nom wikileaks.org au serveur).

WikiLeaks est évidemment inaccessible dans de nombreux pays, tels que la Chine, le Vietnam, le Zimbabwe, la Thaïlande et la Russie. Cette semaine, enfin, [WikiLeaks a été victime d'une violente attaque DDOS](#) (attaque par « déni de service distribué ») qui l'a forcé à migrer vers les serveurs virtuels d'Amazon — le géant de la vente sur Internet est aussi un acteur très important de l'hébergement « cloud » d'applications et de données — solution qui n'a pas duré longtemps puisqu'Amazon a patriotiquement rompu le contrat. L'hébergeur français OVH a pris le relais, mais vérifie la légalité du site sur le territoire, d'autant que le ministre Éric Besson [appelle à ce que WikiLeaks soit non grata chez les hébergeurs français](#).

C'est, au passage, un beau test pour la démocratie française : nous

allons enfin savoir si la Loi pour la Confiance dans l'Economie Numérique (LCEN) est, comme beaucoup l'avaient redouté, un dispositif pervers de censure et de déni de la liberté d'opinion et d'information sur Internet, ou le contraire².

Une oligarchie qui se méfie de nous mais refuse que nous nous méfions d'elle

Assange, qui dit ne pas vouloir qu'on le pense obsédé par les États-Unis, a annoncé le programme pour la suite : les prochaines révélations devraient concerner les dirigeants des grandes banques, mais on parle aussi de documents concernant les milieux d'affaires russes. Sans doute faudra-t-il prévoir un gilet pare-balles, cette fois. On peut juger que les dernières révélations de WikiLeaks sont décevantes, mais il n'en faut pas moins soutenir ce site, non seulement parce qu'il a des états de service très honorables (sans WikiLeaks aurait-on entendu parler du traité secret ACTA avant qu'il soit signé ? Aurait-on su que les journalistes de Reuters morts en Irak avaient été exécutés par l'armée américaine ?), mais aussi parce que nous jouons en ce moment même une partie très importante au terme de laquelle nous saurons si nous sommes toujours des citoyens, ou si au contraire nous ne sommes plus que les sujets passifs d'une oligarchie financière et politique qui se méfie de nous mais refuse que nous nous méfions d'elle, qui nous gouverne et refuse que nous la maîtrisions.

—

Article initialement publié sur Hyperbate.com

Illustrations: CC: [armigeress](#), [R SH](#)

1. *"Hackeurs vengeurs et espions en diligence", Libération du jeudi 2 décembre 2010 [e]*
2. *La loi [LCEN](#) exonère les hébergeurs de toute responsabilité vis-à-vis du contenu des sites qu'ils hébergent, mais cela a une contrepartie : si la justice juge le contenu d'un site illégal, c'est l'hébergeur qui a la charge d'en empêcher l'accès, faute de quoi il devient complice. Par ailleurs, on peut craindre que l'affaire du Cablegate [ne serve de prétexte à établir une censure légale du réseau](#). [e]*

LA GUERRE DE L'INFORMATION N'EST PAS LA CYBERGUERRE

PAR OLIVIER TESQUET
LE 13 DECEMBRE 2010



MAJ du lundi 13 décembre:

Après l'opération Payback, les Anonymous ont décidé de lancer [l'opération Leakspin](#), augmentant les attaques par déni de service

distribué d'une vaste enquête contributive. Pour résumer, ils souhaitent se concentrer sur les mémos diplomatiques [déjà publiés](#) par WikiLeaks pour mettre au jour des informations qui n'auraient pas été révélées par les médias.

Mais les soucis techniques des uns et des autres ne se sont pas arrêtés pour autant. Dimanche, les sites européens d'Amazon ont été temporairement inaccessibles, et les regards se sont immédiatement portés vers les Anonymous. Pourtant, [selon la BBC](#), la panne viendrait d'une erreur système du côté du site d'e-commerce. Ironie du sort, dans cette guerre de l'information, l'assaillant ne dit pas (ou ne peut pas dire son nom), et la réciproque est vraie. [Dans un tweet sibyllin](#), les Anonymous ont résumé le paradoxe: "Nous ne pouvons confirmer quoi que ce soit, nos comptes risqueraient d'être clôturés de nouveau".

Quelques minutes plus tard, Gawker [était également attaqué](#). Le site du mogul Nick Denton, souvent critique et mordant contre Assange, a ainsi vu son code source piraté, sa base de données infiltrée, et les [mots de passe de 270.000 utilisateurs](#) étalés en place publique. Dans le même temps, alors que les chats IRC – utilisés par les Anonymous pour coordonner leurs attaques – étaient visiblement [sous le feu](#), c'était au tour de Gizmodo (qui fait partie du groupe Gawker) de tomber également. Sur son compte Twitter, le site [affichait un message de soutien](#) sans équivoque: "SUPPORT WIKILEAKS".

[DDOSWAR NOW!] CURRENT TARGET:

WWW.VISA.COM :: WEAPONS: irc.anonops.net & FIRE

FIRE FIRE!!! #WIKILEAKS #DDOS

Depuis hier, les Anonymous ont lancé une vaste campagne d'attaques contre les organismes qui ont décidé de fermer les vannes d'approvisionnement de WikiLeaks. Ce cortège hétéroclite d'internautes partisans de l'action – en ligne – directe, rendu célèbre

par son combat [contre l'Église de Scientologie](#) en 2008, est entré dans une nouvelle phase de [l'”Operation Payback”](#) (littéralement, “Opération Riposte”), entamée il y a quelques semaines pour lutter contre les ayatollahs du copyright. A en croire certains, on serait entrés de plain-pied [dans la première “infowar”](#), un cas concret de guerre de l'information généralisée¹).

Si on déroule le fil des événements, il faut bien reconnaître le climat d'extrême tension, marqué par une escalade de la violence qui, faute d'être physique, est moralement symbolique (en plus d'être juridiquement inquiétante). Tout a commencé avec les attaques par déni de service (DDoS) [lancées contre WikiLeaks](#) dès la mise en ligne des premiers mémos diplomatiques; puis Amazon a décidé de stopper l'hébergement du site sur ses serveurs, accédant à la [requête du sénateur Lieberman](#); puis Eric Besson a [tenté de l'imiter](#) quand il a appris que WikiLeaks avait migré vers l'hébergeur français OVH; puis, saisie en référé, la justice a débouté cette demande; puis Visa, Mastercard et Paypal ont décidé d'interdire à leurs clients d'envoyer des dons WikiLeaks [en invoquant le caractère illégal](#) de l'organisation; enfin, les Anonymous sont entrés dans la phase opérationnelle de l'opération [“Avenge Assange”](#), en lançant des attaques DDoS contre ces mêmes opérateurs bancaires. On peut légitimement se poser la question: quelle sera la prochaine étape?

Pour le Guardian, jeudi 9 décembre est *“le jour où la cyberguerre a été déclarée”*. Et on peut le comprendre. Après avoir vu son premier compte suspendu (soupçonné d'avoir posté un lien vers des comptes Mastercard piratés), le mouvement Anonymous est [revenu à la charge](#) sous un alias légèrement différent. Les plus radicaux vont-ils aller jusqu'à cautionner une attaque contre Twitter? Dans le même temps, on apprend que WikiLeaks envisage de [porter plainte](#) contre les compagnies bancaires, accusées d'avoir outrepassé leurs droits en prenant une décision politique. Les Anonymous [ont récemment lancé LOIC](#), un logiciel qui permet de mettre en place une DDoS en moins

de trois clics, en tapant une adresse web. Et ils envisageraient [de s'attaquer à Amazon](#) dès vendredi (au moins de juin, le site de commerce en ligne était [tombé en panne](#), perdant pas moins de 50.000 dollars par heure). Pour l'heure, Lemonde.fr joue la carte de la pondération, en titrant “Opération riposte: début d'une cyberguerre ou simple escarmouche?”

Il est pour l'instant relativement mineur. Les attaques n'ont pas visé le cœur du système informatique de ces banques, mais leurs sites publics. Certains services de MasterCard ont été bloqués par les attaques, mais, dans le cas de PayPal par exemple, c'est le blog officiel de l'entreprise et non son site principal qui a été visé.

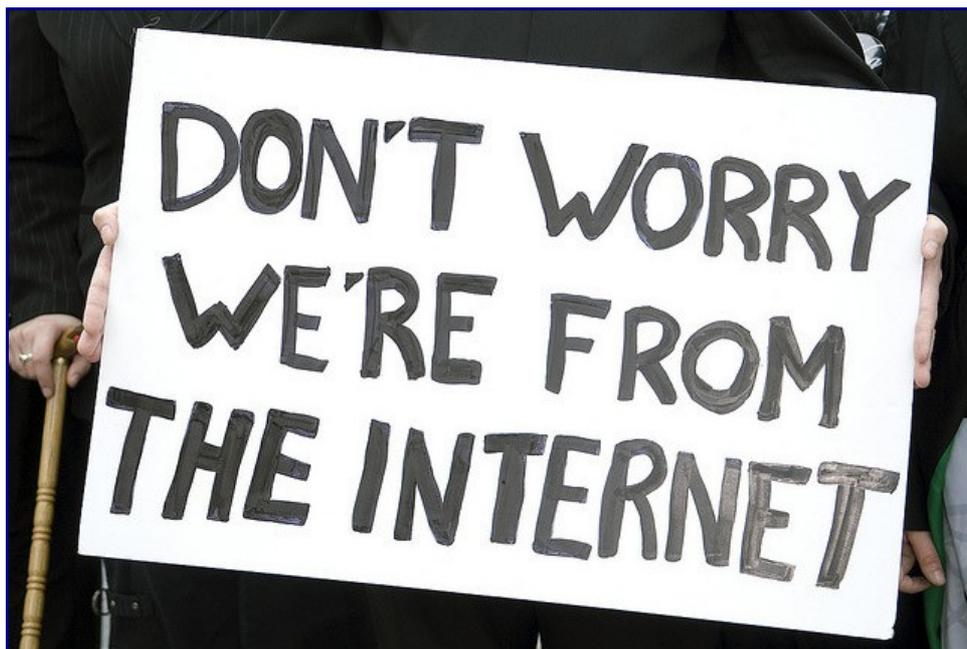
Cyberguerre et guerre de l'information

D'emblée, il faut bien distinguer la cyberguerre, marotte des politiciens et militaires branchés, de la guerre de l'information, aux racines plus anciennes. Depuis vingt ans, les grandes puissances s'en servent pour appuyer leurs actions traditionnelles, sur des terrains conventionnels. Quand Israël [désactive les défenses aériennes](#) de la Syrie pour aller détruire le réacteur nucléaire d'Al-Kibar (dans le cadre de l'opération Orchard, en septembre 2007), il s'agit moins d'un acte de cyberguerre que de l'utilisation de la technologie à des fins géopolitiques. Et quand on soupçonne Israël ou les États-Unis d'avoir créé [le ver Stuxnet](#) pour perturber le programme nucléaire iranien, il s'agit encore d'une nouvelle arme de l'arsenal stratégique, pas d'une fin en soi.

Jusqu'à présent, l'arme informatique n'était qu'un atout supplémentaire dans les stratégies militaires des états-majors. La guerre de l'information était circonscrite aux États, à leurs armées. En ce sens, elle s'inscrivait dans la logique d'un conflit conventionnel, entre blocs. Récemment, Michael Chertoff, l'ancien secrétaire à la

sécurité intérieure des États-Unis, évoquait d'ailleurs une "*guerre froide numérique*". Avec l'épisode WikiLeaks, elle devient asymétrique, elle implique des acteurs civils, et l'action des Anonymous peut s'apparenter à de la contre-insurrection, comme autant d'[IED](#) disposés tout autour de l'administration américaine. Jusque ici véhicule, Internet devient le champ de bataille, la finalité. La guerre technologique n'est plus un épithète qui vise à qualifier l'attaque, c'est l'objet. Même s'il ne s'agit pas réellement d'une première – en 1999, une armée de "toysoldiers" avaient fait perdre 4,5 milliards de dollars à la société de grande distribution américaine [etoys.com](#), [comme le narrait Jean-Marc Manach](#) en juillet dernier – l'ampleur de l'attaque pourrait provoquer un impact beaucoup plus grand.

En 1997, l'[Electronic Disturbance Theater](#) (EDT), un attelage de hackers, d'activistes et de performers qui soutenait les zapatistes mexicains, avait lancé les premiers "sit-ins" numériques, à travers un script Java nommé [FloodNet](#). Celui-ci rafraîchissait automatiquement la page visée plusieurs fois par minute, perturbant le fonctionnement du site. A l'époque, on invoquait volontiers l'argument voltairien, celui d'une protestation pour divergences idéologiques. Jusqu'à ce que certains prennent leurs distance avec le caractère artistique de la chose, en piratant des sites par exemple, ce qui relevait de l'action directe plus que de la simple opposition formelle. Mais la nouvelle tournure de l'opération Payback est différente. Cette fois-ci, les Anonymous visent le système bancaire, dans un affrontement plus violent qui relève moins de l'obstruction démocratique que de la volonté de résister "physiquement".



Les attaques DDoS, légitimes?

Et dans ce champ inédit, les lois de la guerre sont encore bien floues. Spécialiste des usages du web dans les régimes autoritaires, Evgeny Morozov [compare lui aussi les attaques par déni de service \(DDoS\)](#) des Anonymous à des sit-ins, en s'interrogeant autant sur leur portée politique que sur leur "légitimité". En creux, il caresse l'idée que des attaques informatiques puissent se justifier, "*tant qu'elles sont temporaires et ne sont pas incapacitantes*". [Dans un long billet](#), il explicite d'ailleurs son point de vue:

Les actions des Anonymous ne sont pas nécessairement illégales ou immorales pour la seule raison qu'elles impliquent des attaques DDoS. Le vrai danger ici, c'est que les craintes pour la sécurité nationale ne phagocytent le débat, nous faisant oublier que les attaques par déni de service peuvent être un mode de contestation légitime – et les criminalisant.

En l'espèce, l'argument avancé par les Anonymous est assez explicite, basé sur la loi du Talion, mais faisant écho aux *modus operandi* d'un

militantisme plus classique: “*Vous avez attaqué WikiLeaks, vous avez gelé nos dons, nous vous attaquons*”. Une véritable opération... de riposte. Et pour ceux qui douteraient de l’ampleur du phénomène, un simple chiffre suffit à prouver la capillarité du combat: [entre 3.000 et 30.000 ordinateurs](#) auraient été reliés en botnets, comme une phalange de machines zombies destinées à lancer des attaques groupées.

Flibustiers, corsaires et contras

Quand John Perry Barlow, le fondateur de l’Electronic Frontier Foundation (EFF) [lance à ses “followers”](#) sur Twitter qu’ils sont “*les troupes*”, il devient difficile d’imaginer que le combat engagé se limite au seul WikiLeaks, qui a agi comme un catalyseur (ce qui plaira sans doute à Julian Assange, lui qui se définit comme un “paratonnerre”). Spécialiste français de la sécurité des réseaux et de la cyberguerre, Nicolas Arpagian mentionne souvent “*le faible coût du ticket d’entrée*” lorsqu’il s’agit de jouer les petits soldats du numérique.

Dès lors, peut-on imaginer une jonction entre WikiLeaks et les défenseurs de la liberté d’expression sur le web, dans ce qu’ils ont de plus composite? Risque-t-on de voir émerger un débat plus large, qui exercerait plus d’influence sur les instances officielles? L’idée est tentante, l’objectif réalisable, la communauté en passe d’être fédérée. Mais comme le résume Morozov, sortir du strict cadre de WikiLeaks, c’est prendre le risque de diluer le message, de transformer le site en “*une plateforme de hackers*” (même si les Anonymous [réfutent à la base](#) la terminologie hacker), en laissant de côté la promesse de départ, celle d’un réceptacle sécurisé pour informateurs.

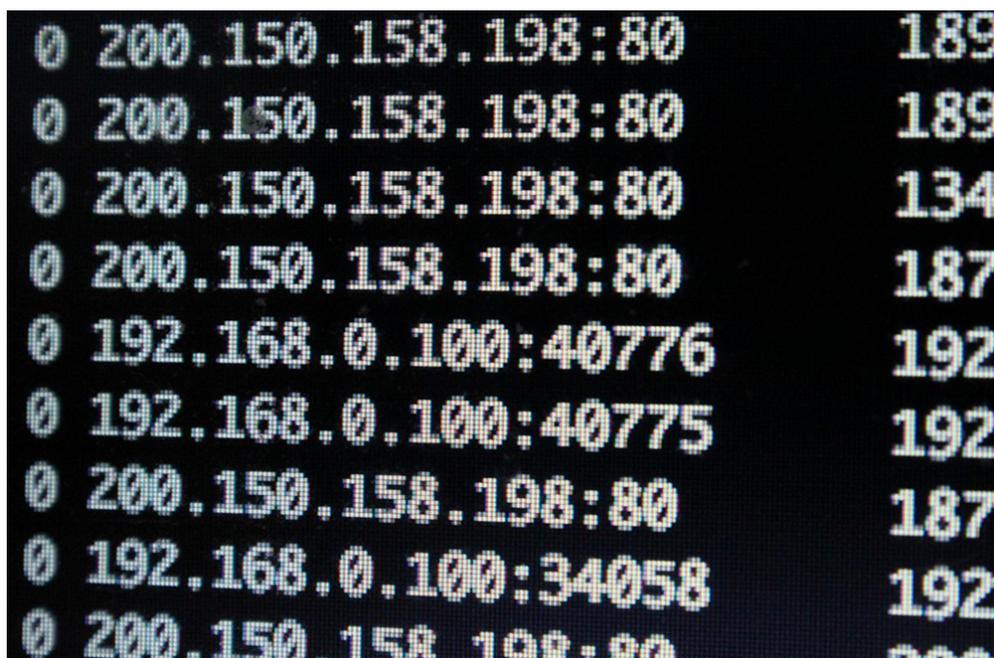
On compare souvent les Anonymous à des flibustiers du web. Il ne faut pas oublier le pouvoir des corsaires et autres contras. Mais une chose est sûre: quelle que soit l’issue, le combat, comme le débat, méritent d’être menés. Ils sont d’intérêt public.

Crédits photo: Flickr CC [scragz](#), [Mataparda](#), [Anonymous9000](#)

1. *Les équipes d'OWNI, ayant remarqué les désastres qui ont frappé d'autres médias en ligne ayant provoqué la colère des Anonymous, tient à souligner qu'Olivier Tesquet est un modeste employé, sous-payé, en aucun cas représentatif de la ligne éditoriale du site. Seule une certaine sympathie pour ses goûts vestimentaires et autres problèmes personnels nous ont conduit à le conserver dans nos rangs, et nous vous demandons de ne pas punir trop sévèrement cette impulsion charitable. ([cette note de bas de page est inspirée de celle du Register](#) [↗])*

WIKILEAKS : QUI REGNE PAR LE CODE TOMBERA PAR LE CODE

PAR LUIS DE MIRANDA
LE 15 DECEMBRE 2010



L'être humain est un animal protocolaire. Nos comportements obéissent, consciemment ou non, à des codes. Jusqu'à une époque récente, le protocole était un instrument de pouvoir hégémonique. Plus on maîtrisait les règles et leur construction, plus on contrôlait la population. L'écriture et la police des protocoles étaient le privilège

des élites. Internet est aujourd'hui le lieu par lequel l'humanité est en train de prendre conscience que la liberté passe par la reprise en main collective de la construction et de la réinvention des protocoles.

Le nom de WikiLeaks restera comme l'un des jalons de cette démocratisation. Dans le mot "WikiLeaks", "Leaks" est important : ce sont les "fuites" grâce auxquelles les cercles décideurs qui jadis apparaissaient solides comme le roc se liquéfient et perdent de leur superbe. Mais "Wiki" est tout aussi signifiant : cela veut dire que tout un chacun peut contribuer à cette démystification active des protocoles.

Quel est le point commun entre Internet et les cercles diplomatiques ? Ce sont deux mondes régis par des protocoles très stricts, mais de manière inversée. La rigueur diplomatique est un vernis de surface qui permet toutes les hypocrisies, les coups bas et trahisons. Le protocole est mis en scène, tandis que les manœuvres restent dans l'ombre. La rigueur d'Internet se trouve au contraire dans tout ce que l'on ne voit pas : dans ses codes sources, dans ses standards universels d'écriture des programmes et de traitement des informations (par exemple, sur Internet, les standards RFC, TCP/IP ou HTML).

Modifier les protocoles



Ce qui est visible immédiatement, sur le Net, c'est un joyeux chaos, la turpitude, la liberté d'expression, toutes les manifestations du kaléidoscope humain. Nous sommes depuis longtemps vaguement familiers des codes qui régissent la vie plus ou moins feutrée des ambassades, ces règles plus ou moins tacites d'étiquette, de préséance et de relations entre les Etats et leurs émissaires. Nous connaissons moins bien la récente logique opératoire de la technologie numérique.

Wikileaks est le produit de la culture hacker. Un hacker, ce n'est pas un méchant boutonéux qui provoque la troisième guerre mondiale en bidouillant des ordinateurs. Un hacker est un acteur du réel : sa pratique repose sur le [reverse engineering](#), ou rétroconception. Qu'est-ce à dire ? Il s'agit de déconstruire les programmes, les règles ou les protocoles construits par des groupes à vocation monopolistique pour comprendre comment ils sont bâtis à la source, afin de les modifier et de devenir acteur de ses propres instruments de communication, si possible en open source, c'est-à-dire conformément à l'esprit des logiciels libres, modifiables par tous ceux

qui se donnent la peine de connaître la logique numérique des protocoles.

Mais cette manière de faire, les hackers ne la limitent pas aux programmes numériques : à force de passer le plus clair de leur temps sur Internet, les jeunes générations ont désormais l'algorithme dans la peau : elles comprennent à quel point nos protocoles mondains, nos règles politiques et sociales, nos comportements, nos goûts, nos croyances, nos identités ont été construites et sont des instruments de contrôle.

Volonté de s'autonomiser



Le monde diplomatique, celui des dirigeants, n'est certes pas sacré. Beaucoup l'ont répété dans leurs analyses, les fuites de WikiLeaks ne sont pas très surprenantes dans le contenu. Mais n'oublions pas que ["le message, c'est le médium"](#), selon la fameuse et toujours éclairante formule de Marshall McLuhan. La force de l'événement historique en cours réside dans la forme plutôt que dans le fond. Cet événement se dit ainsi : le "numérisme", à savoir la codification globale de nos représentations en suites électroniques binaires est un nouvel ADN

universel.

Ce numérisme, par effet de contraste, met de plus en plus à jour une tendance humaine complémentaire, le “créalisme”, volonté de s'autonomiser, de se maintenir librement à l'écart des automatismes, tout en reprenant en main une recreation démocratique des protocoles. En anglais, cela se dit empowerment ; en français, capacitation.

Les vieux mondes analogiques élitistes du double langage et du bluff, ceux notamment de la politique, ne peuvent qu'être ébranlés. Le message qu'envoie WikiLeaks à ceux qui gouvernent est le suivant : à présent que vous avez recours à la logique numérique pour organiser le monde et contrôler les masses, sachez que les masses pourront avoir accès, comme vous, à ce protocole universel pour le détourner ou en démasquer les usages hégémoniques. Une démocratisation inévitable, sauf à mettre en prison tous ceux qui connaîtraient la programmation informatique, tentation qui semble démanger certains dirigeants, y compris en France.

Celui qui règne par le code tombera par le code. Ceux qui entendent contrôler les masses par la biométrie, le contrôle électronique, doivent s'attendre à voir les protocoles numériques se retourner contre eux grâce à la vigilance de quelques-uns, pourvu qu'Internet et la presse restent libres. Une liberté qui ne doit pas être que technique, mais critique et constructive. Car n'oublions jamais, avec Orwell, que le numérisme seul, sans créalisme collectif, ne mènera pas à plus de démocratie, mais seulement au meilleur des mondes.

—

Cet article a initialement été publié dans Libération

Luis de Miranda a récemment publié “De l'art d'être libres au temps des automates” (Max Milo, 2010).

Crédits photo: Flickr CC [zanaca](#), [Nick Briz](#), [Inha Leex Hale](#)

L'ART DE LA FUITE : LA PHILOSOPHIE POLITIQUE DE JULIAN ASSANGE PAR LUI-MÊME

PAR GREGOIRE CHAMAYOU
LE 20 DECEMBRE 2010

Contrairement à ce qu'une lecture hâtive peut laisser penser, ce qui est proposé ici n'est pas tant une théorie du complot – du moins pas sous la forme classique de la dénonciation paranoïaque – qu'un usage heuristique du modèle organisationnel de la conspiration : un réseau de pouvoir dont on peut tracer la carte.

Assange est un hacker. S'il modélise la structure d'un pouvoir, c'est pour en découvrir les failles. Son but n'est pas de crier à la conspiration, mais de trouver les instruments à même de rendre tout « pouvoir conspiratif » – c'est-à-dire toute gouvernance autoritaire fondée sur le secret partagé – impossible. Que faire pour qu'un pouvoir de ce type ne puisse plus exister

Ce moyen, ce contre-dispositif, il l'entrevoit dans ces lignes. Ce sera l'organisation de « fuites » massives, ceci dans une stratégie de désorganisation et d'affaiblissement cognitif des régimes de

gouvernance autoritaire. Par l'organisation de fuites de masse, produire des effets structurels sur ces régimes, alors supposés être contraints, par pression adaptative, par modification de leur environnement informationnel, de se réformer ou de s'écrouler.

Préambule : Des effets non-linéaires des fuites sur les systèmes de gouvernance injustes

Il se peut que vous lisiez La route d'Hanoï ou La conspiration comme mode de gouvernance, un texte d'orientation obscur, à peu près inutile tiré de son contexte, et peut-être même dès le départ. Mais si vous pensez, en lisant ce document, à la façon dont différentes structures de pouvoir peuvent être diversement affectées par des fuites (la défection de l'intérieur vers l'extérieur), les motivations vous apparaîtront peut-être plus clairement.

Plus une organisation est secrète ou injuste, plus des fuites vont entraîner de la peur et de la paranoïa dans son leadership et dans la coterie qui le dirige. Il en résultera inmanquablement un affaiblissement de ses mécanismes efficaces de communication interne (un alourdissement de la « taxe du secret » cognitive) et une détérioration cognitive systémique entraînant pour cette organisation une capacité moindre à conserver le pouvoir dans un contexte où l'environnement exige son adaptation.

Ainsi, dans un monde où les fuites deviennent faciles, les systèmes secrets ou injustes sont touchés de façon non-linéaire par rapport à des systèmes justes et ouverts. Puisque des systèmes injustes engendrent par nature des opposants, et qu'ils ont bien du mal à garder la haute main sur un grand nombre de domaines, les fuites de masse les rendent délicieusement vulnérables à ceux qui cherchent à les remplacer par des formes plus ouvertes de gouvernance.

L'injustice ne peut trouver de réponse que lorsqu'elle est révélée, car,

pour que l'homme puisse agir intelligemment, il lui faut savoir ce qui se passe réellement.

La conspiration comme mode de gouvernance

Conspiration, conspirer : faire de la façon concertée des plans secrets pour commettre un acte nuisible; travailler ensemble à produire un résultat, généralement au détriment de quelqu'un. Origine: de l'ancien Français conspirer, du latin conspirare, s'accorder, intriguer, de con-, ensemble, et de spirare, respirer.

« Le meilleur parti n'est rien qu'une forme de conspiration contre le reste de la nation » (Lord Halifax)

« La sécurité cède le pas à la conspiration » (Jules César, acte 2, sc. 3. Message du devin, mais César est trop occupé pour y prêter attention)

Introduction

Pour changer radicalement le comportement d'un régime, nous devons penser clairement et courageusement car, si nous avons appris quelque chose, c'est que les régimes ne veulent pas être changés. Il nous faut penser plus loin que ceux qui nous ont précédés et être capables de découvrir les mutations technologiques susceptibles nous doter de moyens d'action dont nos prédécesseurs ne disposaient pas. Nous devons comprendre quelle structure-clé engendre la mauvaise gouvernance¹. Nous devons développer une conception de cette structure qui soit suffisamment forte pour nous sortir du borbier des morales politiques rivales et pour accéder à une position de clarté. Plus important encore, nous devons nous servir de ces vues pour inspirer, en nous et en d'autres, un plan d'action noble et efficace qui nous permette de remplacer les

structures qui conduisent à la mauvaise gouvernance par quelque chose de mieux.

La conspiration comme mode de gouvernance dans les régimes autoritaires

Lorsque l'on se penche sur les détails du fonctionnement interne des régimes autoritaires, on observe des interactions de type conspiratif au sein l'élite politique, non seulement afin d'obtenir de l'avancement ou les faveurs du régime, mais aussi en tant que principale méthode pour planifier le maintien ou le renforcement du pouvoir autoritaire. Les régimes autoritaires, en ce qu'ils contrecarrent dans le peuple la volonté de vérité, d'amour et de réalisation de soi, engendrent des forces qui leur résistent. Une fois révélés, les plans qui sous-tendent l'action d'un régime autoritaire provoquent une résistance accrue. Les pouvoirs autoritaires victorieux sont par conséquent ceux qui parviennent à dissimuler leurs plans jusqu'à ce que toute résistance soit devenue futile ou dépassée face à l'efficacité sans fard d'un pouvoir nu. Cette pratique du secret collaboratif, exercée au détriment d'une population, suffit pour qualifier leur comportement de conspiratif.

« Même chose arrive dans les affaires d'Etat : en les prévoyant de loin, ce qui n'appartient qu'à un homme habile, les maux qui pourraient en provenir se guérissent tôt; mais quand pour ne les avoir pas prévus, on les laisse croître au point que tout le monde les aperçoit, il n'y a plus de remède. »

(Nicolas Machiavel, Le Prince)

Les conspirations terroristes comme graphes connexes

Avant et après les attentats du 11 septembre, le « Maryland Procurement Office »², entre autres, a financé les recherches de mathématiciens visant à étudier les conspirations terroristes comme des graphes connexes (précisons qu'aucune connaissance en mathématiques n'est requise pour suivre la suite cet article). Nous élargissons cette façon de concevoir les organisations terroristes et nous l'appliquons à des organisations telles que celle qui a financé la recherche en question. Nous l'utilisons comme un scalpel pour disséquer les conspirations qui permettent à des structures de pouvoir autoritaires de se maintenir.



Nous allons nous servir du modèle des graphes connexes afin d'appliquer nos facultés de raisonnement spatial aux rapports politiques. Ces graphes sont très faciles à visualiser. Prenez d'abord quelques clous (les « conspirateurs ») et enfoncez-les au hasard dans une planche. Ensuite, prenez de la ficelle (la « communication ») et reliez les clous entre eux, en boucle, de façon continue. Le fil qui relie deux clous s'appellera un lien. Un fil continu signifie qu'il est possible

de passer de n'importe quel clou à n'importe quel autre via le fil et des clous intermédiaires. Les mathématiciens disent que ce type de graphe est connexe. L'information circule de conspirateur à conspirateur. Tout conspirateur ne connaît pas tous les autres, ni ne fait confiance à tous, même si tous sont connectés. Certains sont en marge de la conspiration, d'autres sont au centre et communiquent avec un grand nombre de conspirateurs, d'autres encore ne connaissent peut-être que deux conspirateurs mais constituent un véritable pont entre des sections ou des groupes majeurs de la conspiration.

Scinder une conspiration

Si tous les conspirateurs sont assassinés ou si tous les liens entre eux sont détruits, alors la conspiration n'existe plus. Cela exige ordinairement plus de ressources que nous n'en pouvons déployer, d'où notre première question : quel est le nombre minimum de liens qui doivent être sectionnés afin de scinder la conspiration en deux groupes égaux ? (Diviser pour mieux régner). La réponse dépend de la structure de la conspiration. Parfois, il n'existe pas de canaux de communication alternatifs pour que l'information conspirative puisse continuer à circuler entre les différents conspirateurs, parfois il en existe de nombreux. Il s'agit là d'une caractéristique utile et intéressante pour une conspiration. Il peut par exemple être possible de diviser une conspiration en assassinant un conspirateur faisant office de « pont ». Mais notre propos est de dire quelque chose qui vaille en général pour toutes les conspirations.

Certains conspirateurs dansent plus serré que d'autres

Les conspirateurs font souvent preuve de perspicacité : certains se

font confiance et dépendent les uns des autres, tandis que d'autres parlent peu. Les informations importantes circulent souvent via certains liens déterminés, et les informations triviales à travers d'autres. Nous étendons donc notre modèle de graphe connexe simple afin d'y inclure non seulement des liens, mais aussi leur « importance ».



Mais revenons à notre analogie du tableau et des clous. Imaginez une grosse corde entre certains clous et un fil très fin entre d'autres. L'importance, l'épaisseur ou la lourdeur d'un lien, s'appellera son poids. Entre des conspirateurs qui ne communiquent jamais, le poids est égal à zéro. L'« importance » de la communication qui transite par un lien est difficile à évaluer a priori, puisque sa valeur réelle dépend de l'issue de la conspiration. Nous disons simplement que « l'importance » de la communication détermine à l'évidence le poids d'un lien, que le poids d'un lien est proportionnel à la quantité de communications importantes qui y transitent. S'interroger sur les conspirations en général ne nécessite pas de connaître le poids de chaque lien, sachant celui-ci change d'une conspiration à l'autre.

Les conspirations sont des dispositifs cognitifs. Leur capacité de pensée excède celle du même groupe d'individus agissant seuls

Les conspirations recueillent des informations au sujet du monde dans lequel elles opèrent (l'environnement conspiratif), les transmettent aux conspirateurs, et agissent ensuite en conséquence. Nous pouvons considérer les conspirations comme un type de dispositif ayant des inputs (les informations au sujet de l'environnement), un réseau computationnel (les conspirateurs et les liens qui les relient les uns aux autres) et des outputs (les actions visant à modifier ou à conserver l'environnement).

Tromper les conspirations

Puisqu'une conspiration est un type de dispositif cognitif agissant sur la base d'informations obtenues dans son environnement, la distorsion ou la restriction de ces intrants peut rendre « déplacées » les actions qui en découlent. Les programmeurs appellent ça l'effet « déchets à l'entrée, déchets à la sortie » (« garbage in, garbage out »). D'habitude, l'effet joue en sens inverse puisque c'est la conspiration qui est l'agent de la tromperie et de la restriction de l'information. Aux États-Unis, l'aphorisme du programmeur est aussi parfois appelé « l'effet Fox News ».

Qu'est-ce que calcule une conspiration ? Elle calcule la prochaine action de la conspiration

A présent, la question est la suivante : à quel point un tel dispositif est-il efficace ? Peut-on le comparer à lui-même à différents moments ? La conspiration se renforce-t-elle ou s'affaiblit-elle ? Une

telle question implique de comparer deux valeurs dans le temps.

Peut-on trouver une valeur décrivant le pouvoir d'une conspiration ?

Nous pourrions compter le nombre de conspirateurs, mais cela ne tiendrait pas compte de la différence cruciale entre une conspiration et les individus qui la composent. En quoi différent-ils ? Dans une conspiration, les individus conspirent, alors qu'ils ne le font pas lorsqu'ils sont isolés. La différence apparaît si l'on fait la somme de toutes les communications importantes entre tous les conspirateurs, la somme de leurs poids. On appellera cela le « pouvoir conspiratif total ».

Le pouvoir conspiratif total

Ce nombre est une abstraction. Le schéma des connexions au sein d'une conspiration est en général unique. Mais en considérant cette valeur, qui est indépendante de la disposition spécifique des connexions entre les conspirateurs, on peut dire quelque chose au sujet des conspirations en général.

Si le pouvoir conspiratif total est nul, il n'y a pas de conspiration

Si le pouvoir conspiratif total est égal à zéro, alors il n'y a clairement aucun flux d'informations entre les conspirateurs et, partant, pas de conspiration. Un accroissement ou une diminution importante du pouvoir conspiratif total signifie presque toujours ce à quoi il faut s'attendre, à savoir une augmentation ou une diminution de la capacité de la conspiration à penser, agir et s'adapter.



Scinder les conspirations pondérées

Nous revenons maintenant à notre idée précédente, sur la façon de scinder une conspiration en deux. Nous avons pensé pouvoir diviser une conspiration en deux groupes de même nombre en rompant les liens entre les conspirateurs. Nous voyons à présent apparaître une idée plus intéressante : fractionner en deux le pouvoir conspiratif total. Toute moitié détachée pouvant à son tour être considérée comme une conspiration en elle-même, nous pourrions continuer indéfiniment à la scinder sur le même mode.

Étrangler les conspirations pondérées

Au lieu de couper les liens entre les conspirateurs afin de scinder une conspiration pondérée, nous pouvons obtenir un résultat similaire en étranglant la conspiration – par constriction, en réduisant le poids des liens lourds qui font le pont entre des régions dotées d'un égal pouvoir total de conspiration.

Attaques contre les capacités cognitives des conspirations

Un homme enchaîné sait qu'il aurait dû agir plus tôt, car sa capacité à influencer sur l'action de l'Etat touche à sa fin. Face à de puissantes actions conspiratrices, nous devons anticiper et nous attaquer au processus qui les sous-tend, puisque nous ne pouvons pas prendre pour cible ces actions en elles-mêmes. Nous pouvons duper ou aveugler une conspiration en distordant ou en restreignant les informations dont elle dispose. Nous pouvons réduire le pouvoir conspiratif total par des attaques non-structurées sur certains liens ou bien en procédant par étranglement et par scission. Une conspiration qui aurait été suffisamment attaquée de cette façon ne serait plus en mesure de comprendre son environnement ni de formuler un plan d'action cohérent.

Conspirations traditionnelles / conspirations modernes

Les formes traditionnelles d'attaques contre les groupes de pouvoir conspiratif, telles que l'assassinat, sectionnent des liens qui ont un poids important. L'acte de l'assassinat – le ciblage d'individus visibles, est le résultat d'inclinations mentales forgées dans le cadre des sociétés sans écriture dans lesquelles notre espèce a évolué. L'essor révolutionnaire de l'alphabétisation et des communications a doté les conspirateurs de nouveaux moyens pour conspirer, leur permettant d'accroître la vitesse de précision de leurs interactions et, partant, la taille maximale qu'une conspiration peut atteindre avant de sombrer.

Les conspirateurs qui disposent de cette technologie sont en mesure de distancer les conspirateurs qui en sont dépourvus. Pour le même coût, ils sont en mesure d'atteindre un pouvoir conspiratif total plus

élevé. C'est la raison pour laquelle ils adoptent ces technologies.

En se rappelant le mot de lord Halifax, on peut par exemple considérer deux groupes de pouvoir qui sont au coude à coude et qui sont largement conspiratifs : le parti démocrate et le parti républicain aux États-Unis. Que se passerait-il si l'un de ces partis abandonnait ses téléphones portables, ses fax et ses emails – sans parler des systèmes informatiques qui gèrent les souscripteurs, les donateurs, les budgets, les sondages, les centres d'appels et les campagnes de publipostage ? Il tomberait immédiatement dans une sorte de stupeur organisationnelle et l'autre l'emporterait.

Une conspiration autoritaire qui perd sa capacité de penser est impuissante à se préserver face aux adversaires qu'elle suscite

Si l'on considère une conspiration autoritaire comme un tout, on voit un système d'organes en interaction, une bête avec des artères et des veines dont le sang peut être épaissi et ralenti jusqu'à ce qu'elle s'écroule, stupéfaite, incapable de comprendre et de contrôler de façon suffisante les forces qui peuplent son environnement.

Nous verrons plus tard comment les nouvelles technologies et l'analyse des motivations psychologiques des conspirateurs peuvent nous fournir des méthodes pratiques permettant de stopper ou de réduire les flux de communications importantes entre les conspirateurs autoritaires, de fomenter un fort mouvement de résistance contre la planification autoritaire et de créer de puissantes incitations à adopter des formes de gouvernance plus humaines.

—

Article initialement publié sur [contretemps](#), traduit par Grégoire Chamayou.

Crédits photos cc Flickr : [consumerfriendly](#), [dhammza](#), [Houston Museum of Natural Science](#), [Dr John2005](#), [Aaron Dieppa](#), [biatchor](#).

Textes originaux : “The non linear effects of leaks on unjust systems of governance”, Sun 31 Dec 2006, et « Conspiracy as Governance », December 3, 2006.

Source :

<http://web.archive.org/web/20071020051936/http://iq.org/>

1. *Chaque fois que nous assistons à un acte que nous estimons être injuste et que nous n'agissons pas, nous nous faisons les partisans de l'injustice. Ceux qui restent de façon répétée passifs face à l'injustice voient bientôt leur caractère se corrompre dans la servilité. La plupart des actes d'injustice dont nous sommes témoins sont liés à la mauvaise gouvernance, car lorsque la gouvernance est bonne, l'injustice sans réponse est rare. Par l'affaiblissement progressif du caractère d'un peuple, l'impact de l'injustice signalée mais restée sans réponse est de très loin supérieur à ce qu'il semble de prime abord. Les États de communication modernes, de par leur échelle, leur homogénéité et leurs excès, fournissent à leur population un déluge sans précédent d'injustices avérées, mais sans réplique apparente.*

(Note de l'auteur) [[↩](#)]

2. *Paraent de la NSA pour le financement universitaire. Pour en savoir plus sur ce programme de recherche, cherchez sur google le code de bourse « MDA904 ». (Note de l'auteur) [[↩](#)]*

CHRISTMAS • EDITION • OWNI

WIKILEAKS

The Truth



DAVDUF

GEERT LOVINK & PATRICE RIEMENS
(TRAD. OLIVIER TESQUET)

NICOLAS KAYSER-BRIL

ERIC SCHERER

GRÉGOIRE CHAMAYOU

LUIS DE MIRANDA

OLIVIER TESQUET

Pulp
OWNI
Digest



WWW.OWNI.FR

CHRISTMAS • EDITION • OWNI • 12/12 / 2010